

ÉMILIE LANEZ

La garçonnière de la République



grasset

Au fond du parc de Versailles, le pavillon de la Lanterne est le lieu le plus secret de la République. Invités par le pouvoir, maîtresses, courtisans, copains, chanteurs, actrices, tous s'adonnent ici à mille caprices...

ÉMILIE LANEZ

LA GARÇONNIÈRE
DE LA RÉPUBLIQUE

BERNARD GRASSET
PARIS

« Je n'ai pas de résidence secondaire actuellement disponible. »

FRANÇOIS HOLLANDE¹

« Plein des espérances dont on l'avait enivré, il partit pour Versailles et n'y fut regardé de personne. »

CRÉBILLON²

« Ici, vous êtes le colocataire de Louis XIV, de Dieu et du soleil. »

ALAIN MALRAUX³

TABLE

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Exergue](#)

[Introduction](#)

[Chapitre 1 – Les réveillons de François Hollande](#)

[Chapitre 2 – La prise de La Lanterne](#)

[Chapitre 3 – Des noces et un joint](#)

[Chapitre 4 – La citadelle interdite](#)

[Chapitre 5 – Des enveloppes d’argent liquide](#)

[Chapitre 6 – Des sonnettes pour les domestiques](#)

[Chapitre 7 – La folie du prince de Poix](#)

[Chapitre 9 – Les orteils et orties de Thomas Fabius](#)

[Chapitre 10 – Une maison épatante](#)

[Chapitre 11 – Les maîtresses de maison](#)

[Chapitre 12 – Titus, le cadavre de Balladur](#)

[Chapitre 13 – Peintres à la Cour](#)

[Chapitre 14 – Des hommes exquis en salopette](#)

[Chapitre 15 – La piscine aux chandelles](#)

[Chapitre 16 – Quand ils arrivent](#)

[Notes](#)

[Du même auteur](#)

[Page de Copyright](#)

Introduction

Sous la frondaison des arbres du domaine de Versailles, quatre hectares clos de murs. Pelouses soignées, bosquets de buis, statues somnolentes puis, en amont de la cour gravillonnée, une façade aux proportions exquises, ses pierres couleur miel et ses vingt-huit fenêtres jouant avec le soleil. Cette propriété de l'État est une citadelle interdite, le plus secret, le plus surveillé et le plus caché des bâtiments nationaux. Il était paradoxalement plus facile de se promener dans la demeure des rois de France qu'il ne l'est aujourd'hui d'approcher cette gentilhommière républicaine au nom charmant. Le bon peuple, à condition qu'il loue aux marchands ambulants une épée et un chapeau, pouvait pénétrer dans le château de Versailles à sa guise, tandis que le citoyen de notre République ne doit rien voir, et surtout ne rien savoir, du pavillon La Lanterne. Un sort singulier, tant il en va différemment des autres résidences de nos responsables politiques. Ainsi, le fort de Brégançon est, pour dix euros, ouvert à la visite, les jardins de Marly s'arparent toute l'année, le château de Rambouillet est en partie accessible au public, et même les trois cents hectares de Souzy-la-Briche, entourant ce manoir XIX^e dans lequel François Mitterrand passait ses fins de semaine auprès de sa seconde famille, se laissèrent contempler un dimanche de 1995. La Lanterne jamais ne fut ouverte.

Autour de son existence s'organise le secret. Diserte sur le fort de Brégançon, bavarde à propos de l'hôtel de Marigny, exhaustive au sujet des salles d'apparat du palais de l'Élysée, la liste des résidences présidentielles, affichée sur le site Internet de l'Élysée, la passe sous silence. La Lanterne demeure taboue. Le 21 juin 2016, je demande à Gaspard Gantzer, le conseiller pour la presse, un rendez-vous avec le Président. Le communicant me répond que « François Hollande n'accepte pas les demandes sur La Lanterne ». Un refus de principe étonnant quand on feuillette l'agenda du chef de l'État, qui, tout en consacrant pas moins de soixante-cinq entretiens aux deux journalistes auteurs d'un recueil de confessions suicidaires, a, en l'espace de quelques mois, reçu cinq enfants de la chaîne de télévision Gulli⁴, les équipes du magazine *Le Chasseur français*⁵ afin de discuter des loups et des couteaux Laguiole, puis un journaliste du magazine *Charles*⁶, un autre du journal des ados *Mon Quotidien*, un encore pour la revue *Desports*⁷ au sujet du match de foot France-Allemagne de 1982, puis les rédacteurs d'un ouvrage sur les vêtements des politiques⁸, auxquels il expliqua volontiers ses stratagèmes pour dompter ses cravates, sans oublier les six mois de tournage dans ses bureaux accordés à l'équipe du réalisateur Yves Jeuland⁹, ses rendez-vous réguliers avec quiconque prépare un ouvrage sur son mandat, et un passage à la matinale de France Culture¹⁰, en plein blocus des raffineries d'essence, pour disserter de sa place dans l'histoire de France. À n'en pas douter, le Président aime bavarder avec les journalistes, les auteurs de livres, les enquêteurs, les producteurs de films, les documentaristes et quel que soit leur sujet, fût-il

anecdotique ou incongru, il leur offre beaucoup de son temps. En revanche, lorsqu'il s'agit de s'entretenir, non pas de ses cravates, des couteaux Laguiole ou de ses souvenirs de matchs de foot, non pas de petite et grande politique, mais d'une résidence officielle financée par la collectivité et de l'usage qu'il en fait, le locataire de l'Élysée se claquemure. Cette opposition est d'autant plus intrigante que François Hollande avait, voici deux ans, accepté de me parler, dans le cadre d'un précédent ouvrage, de son père, de son frère et de sa mère tant aimée¹¹. Doit-on conclure que le président de la République considère moins s'exposer en confessant ses blessures enfantines qu'en répondant à des questions sur La Lanterne ?

Il est pareillement vain de réclamer des détails sur l'histoire, le coût et l'ameublement de cette demeure aux fonctionnaires de l'Élysée en charge du domaine ; ils ont pour instruction de ne pas répondre. Le 11 septembre 2015, j'écris une lettre au service de l'administration et conservation des résidences présidentielles, dans laquelle je demande des précisions concernant le budget et le mobilier de ce pavillon¹². Silence. Relançant par téléphone, j'apprends que mon courrier est transmis au cabinet du Président. Les collaborateurs les plus proches du chef de l'État n'ont-ils rien de plus impérieux à traiter ? Quand bien même ma missive reposerait entre les mains de l'entourage de François Hollande, la réponse tarde. Je téléphone de nouveau, puis j'écris un courrier électronique. Silence encore. Le jeudi 3 décembre, à 12h26, un message est laissé sur ma messagerie : « Ici l'Élysée, nous avons relayé votre demande, malheureusement nous n'avons pas de réponse favorable. Je suis au regret de devoir décliner votre proposition. Merci de votre compréhension. » Trois mois pour balayer mes questions concernant un élément du patrimoine français. Le refus, non argumenté, ayant été formulé par téléphone, il m'est impossible de saisir la Commission d'accès aux documents administratifs, la Cada n'instruisant que sur présentation d'un document écrit.

Au Mobilier national, institution relevant du ministère de la Culture, travaillent des fonctionnaires aimables. Hélas, ma requête concernant les mouvements de mobilier à La Lanterne ne peut être examinée car, m'est-il expliqué, le cabinet de la présidence de la République doit donner son aval. Après six mois, il l'accorde ; tout du moins feint-il de le faire, car je reçois dans ma boîte mail quinze lignes non signées évoquant les aménagements décoratifs effectués sous André Malraux et concluant que, depuis lors, il ne se serait pas passé grand-chose. Un document pour le moins lacunaire. Ayant entre-temps pris connaissance de la cote précise du dossier, je réitère ma demande concernant le « MN 972 46 69 », dossier conservé aux archives et dans lequel sont consignés les choix de guéridons, de tissus, de chaises, de porcelaines et de statuettes. Il ne me sera jamais répondu. Pas même un message pour me dire que c'est impossible, interdit, compliqué... Rien.

L'architecte en chef du château de Versailles ne souhaite pas me parler. Pour assouvir ma curiosité sur l'histoire de la maison du gouverneur des chasses de Louis XVI, son secrétariat me recommande de m'adresser au cabinet de la présidence. Tiens donc... La directrice de la communication du même établissement public, qui m'avait confié, lors d'une rencontre fortuite, avoir beaucoup à dire sur cette « maison », annule à son tour notre rendez-vous. Les anciens fonctionnaires du service des résidences présidentielles déclinent toute entrevue, souhaitant lire au préalable une autorisation écrite signée par l'Élysée, un courrier qui les relèverait de leur vœu éternel de silence. Le député-maire de Versailles me reçoit quant à lui volontiers, hélas il ne sait rien de cette enclave installée sur sa commune. Elle échappe à sa tutelle, s'exonère des contraintes municipales, se fiche des déclarations de travaux. « Un statut extraterritorial¹³. »

Au cours de cette enquête, les mémoires de ceux, amis, ministres ou conseillers, qui passèrent là-bas beaucoup de leurs dimanches, ont, sous mes yeux, manifesté d'inquiétants troubles ; ces invités ont oublié jusqu'à la couleur des rideaux du salon, une information dont je peine à apprécier le caractère confidentiel mais que je suis en mesure de révéler : les rideaux sont blancs.

La muraille de silence aurait pu nourrir ma paranoïa. Que se passe-t-il donc dans cette propriété pour qu'il faille ainsi fuir toutes les questions ? Quels secrets hantent la résidence de villégiature du président de la République ? Au même titre que le plus prestigieux édifice de la monarchie française, dont elle est voisine, La Lanterne est une demeure nationale. Tant que n'est pas effleurée la vie privée de ses occupants, pourquoi refuser de partager des informations sur son mobilier, ses travaux et son budget ? Parce que La Lanterne est un symptôme. Dans cette maison, dont l'histoire est celle de notre pays, dans ces murs qui vécurent la royauté finissante, la Révolution, la Restauration, les républiques, deux guerres mondiales, l'Occupation, la Libération et l'avènement de la V^e République, se joue l'essence de l'exercice politique à la française. Derrière ses fenêtres – comble de l'ironie, particulièrement nombreuses – se cachent les premiers personnages de l'État. Ils profitent, ils disposent, selon leur bon plaisir, et ils refusent de rendre compte. Réminiscences de la Cour, vestiges de l'absolutisme versaillais, La Lanterne prolonge l'héritage, elle incarne notre identité politique irrésolue. À La Lanterne, nos élus vivent comme des rois.

La Lanterne est une consécration longtemps réservée aux Premiers ministres avant que l'Élysée ne se l'approprie sous Nicolas Sarkozy, sans que François Hollande – lui, président – y trouve à redire. Tellement mieux que les appartements privés, baroques et mal fichus de Matignon ou du Faubourg-Saint-Honoré. La résidence versaillaise est une demeure chaleureuse, point trop grande, où partout traverse la lumière. Dans son parc soigné, derrière les rangées de pins corses et de noyers, la piscine et le tennis. Hormis le friselis des arbres, tout est silence, espace et privilège. Ses locataires trouvent ici une maison de famille cinq étoiles, personnel compris. Enivrés, ils oublient parfois n'être que ses hôtes de passage, tandis qu'à leurs côtés leurs conjoints se prennent à rêver à des retrouvailles amoureuses. Et si La Lanterne sauvait leur couple ?

Dans ses pièces parquetées se tiennent des réunions, se tranchent des dossiers, s'élaborent des campagnes. Des ministres y sont congédiés, d'autres nommés. On y reçoit des chefs d'État étrangers, des syndicalistes, des grands patrons, des conseillers de l'ombre et même quelques traîtres. On y décide de se porter candidat à l'élection suprême, on y célèbre les victoires de son camp, on y verse des larmes – de rage – sur ses défaites. Scène méconnue de la politique française, la demeure est aussi un lieu de pouvoir. Mais pas seulement. À La Lanterne, les plus hauts responsables de notre pays dansent, dînent, s'amusent, nagent et bronzent. Sous les tableaux de Fragonard, ils séduisent des maîtresses, invitent des compagnes et parfois les regardent pleurer. Ils flattent leurs courtisans, entretiennent leurs affidés et gâtent leurs amis. Défense d'aller y voir. Dans le parc de Versailles, La Lanterne est une demeure de Cour. La garçonière de la République.

Chapitre 1

LES REVEILLONS DE FRANÇOIS HOLLANDE

Les amis de Thomas Hollande, le fils aîné du Président, ont l'habitude. En arrivant à La Lanterne, ils passent en cuisine saluer le personnel de l'Élysée, qui les régale, puis ils prennent possession de leurs chambres. Sur leurs lits les attendent, pliées avec soin, les serviettes de bain aux armoiries de la présidence. Leurs valises défaites, ils se retrouvent autour de la piscine et, allongés sur les transats blancs, goûtent aux boissons que leur propose un domestique en livrée. Dans un salon, travaillant à l'écart, François Hollande lit, écrit, téléphone. Thomas et ses copains ne le voient qu'à l'heure des repas. Le plus souvent, ils déjeunent dehors, faisant eux-mêmes passer les plats, tant ici le Président apprécie que le personnel soit moins nombreux – de cinq à six personnes tout de même – et tenu à distance. Entre le plat et le fromage, les invités se lèvent, rapportent les assiettes à l'office puis se rassoient en attendant que leur soit présenté le dessert. Au dîner, ils n'ont pas à quitter leur fauteuil – la simplicité a ses limites –, le maître d'hôtel fait le service, « à la française » comme l'exige le protocole.

La première fois qu'ils sont reçus dans la résidence de villégiature du chef de l'État, ces jeunes gens sont invités à la visiter. Sans piper mot, ils s'étonnent que le maître de maison conserve les écrans plasma gigantesques posés sur des consoles par le précédent occupant, Nicolas Sarkozy. Pas besoin d'être conservateur des monuments historiques pour trouver que ces télévisions troublent l'harmonie du pavillon XVIII^e. Il est amusant de noter que François Hollande, qui n'eut de cesse, lors de sa campagne électorale, de se démarquer de son concurrent, endosse, une fois élu, l'intégralité de son héritage versaillais. Alors que son prédécesseur scandalisa en s'arrogeant la demeure, jusqu'alors attribuée – depuis que le général de Gaulle en décida ainsi – au Premier ministre, François Hollande ne rétablit pas la tradition, il prolonge et savoure le caprice, échangeant avec son chef de gouvernement La Lanterne contre le château de Souzy-la-Briche. Un amical tour de passe-passe, suivi d'aucune mise en ordre budgétaire. Afin que Jean-Marc Ayrault puis Manuel Valls puissent s'y délasser décentement le week-end, la demeure, défraîchie par les ans, est rénovée. Si le Premier ministre nantais ne s'y plaît guère – il n'y séjourne que deux fois –, en revanche, l'élu d'Évry paraît aimer cette folie XIX^e, ceinte d'une pièce d'eau alimentée par la rivière La Renarde. La propriété de trois cents hectares est située dans l'Essonne, son fief électoral, et il n'est pas rare d'apercevoir le samedi soir un cortège de voitures officielles s'y faufiler en entrant non pas par le

portail principal mais par une entrée plus discrète, à l'arrière du domaine.

Si François Hollande apprécie le legs sarkozyste, il en profite conformément à son caractère, établissant à son tour un étrange mimétisme entre sa façon de gouverner et celle d'habiter cette singulière maison. Sous son mandat, La Lanterne est verrouillée, il n'y reçoit qu'exceptionnellement ses ministres, jamais aucun syndicaliste, aucun patron d'entreprise publique, aucun chef d'État étranger. La gentilhommière n'est pas ouverte aux séances de travail ni aux rendez-vous politiques. Elle lui sert de refuge. Une grotte dans laquelle cet homme aux affects noués s'enferme et disparaît. Il n'est nul autre endroit où ce père de famille puisse passer du temps avec ses quatre enfants. Ne disposant d'aucun logement personnel dans la capitale, le Président possède certes une villa à Mougins, dont il est l'unique propriétaire depuis sa séparation d'avec Ségolène Royal, mais celle-ci étant située sur les hauteurs de Cannes, il est malcommode de s'y échapper une journée. Sans domicile fixe, à l'instar de son prédécesseur, le Président savoure la gentilhommière versaillaise, unique habitation dans laquelle il peut échapper aux pesanteurs de l'Élysée et sans toutefois renoncer à ses services. De toute la fratrie, celui qui passe le plus de temps auprès de lui est Thomas, avec lequel il partage le goût de la politique. Les amis du fils aîné se souviennent en riant de cet après-midi durant lequel ils écrivent le discours de mariage d'un proche, dérangés par les conversations de Thomas et son père. Il est alors question du départ du gouvernement d'Arnaud Montebourg et des avantages et inconvénients d'une nomination d'Emmanuel Macron, le banquier, à Bercy. Thomas Hollande a un avis sur ces questions et c'est avec lui que son père évalue ces choix.

Valérie Trierweiler adore La Lanterne. Tandis qu'à l'Élysée « la première journaliste de France », comme elle suggère avec une maladresse confondante qu'on la désigne, se sent épiée, dans la résidence de Versailles elle savoure le murmure des arbres, la petitesse relative de la maison, confiant s'y croire revenue dans la campagne angevine de son enfance. Dans le parc, la compagne du président de la République parcourt parfois jusqu'à trente-sept kilomètres d'une traite à bicyclette, jusqu'à l'épuisement, intimant à son corps l'ordre de demeurer svelte. Au mois d'août 2013, elle organise un dîner pour « François » avec Michel Sapin, sa femme la journaliste Valérie de Senneville, et Stéphane Le Foll ; ils sont cinq à chanter « joyeux anniversaire » pour les 59 ans du Président. Cet été-là, Valérie Trierweiler sent que son couple s'étiole et enrage que, durant leur semaine estivale à La Lanterne, son compagnon reparte quatre fois à Paris. « Travailler à l'Élysée », lui dit-il.

Sous François Hollande, La Lanterne est un pavillon de réveillon, tant il n'est guère qu'à la Saint-Sylvestre que le maître des lieux en partage les charmes, réunissant, peu ou prou, chaque année les mêmes convives, ces derniers épousant avec souplesse les soubresauts de sa vie sentimentale. En cette fin décembre 2013, le Président et Valérie Trierweiler reçoivent ainsi Manuel Valls et sa femme Anne Gravoin, violoniste et chef d'orchestre, Michel Sapin et son épouse, l'acteur Gérard Jugnot et sa compagne Saïda Jawad, productrice de films et amie de Valérie, et François Bachy, ancien journaliste de TF1, un ami de Valérie qui, six mois auparavant, a été nommé directeur de la communication de la Caisse des dépôts et membre des comités de direction de la banque d'État. La soirée est animée, le menu raffiné, les vins succulents. Saïda Jawad, vêtue d'une robe courte, égaie l'assemblée endansant à l'orientale, elle essaie même de convaincre le Président d'imiter ses

déhanchements, mais cette gestuelle ne convient guère à l'ancien élève de Saint Jean-Baptiste de La Salle, qui rit un peu jaune. Valérie Trierweiler photographie à tout-va – François et Saïda dansant, François des langues de belle-mère dans les cheveux, Michel Sapin la tête sous les cotillons, et bien d'autres saynètes –, immortalisant ces instants où l'on ne se tient plus tout à fait comme il faudrait. Des photos conservées dans son téléphone, en compagnie de beaucoup d'autres, tout aussi potaches, et de centaines de textos, dont ceux de François, mais aussi ceux, nombreux, de l'épouse de Michel Sapin. Un arsenal de secrets conjugaux.

Quelques jours après ce réveillon, le 10 janvier, le magazine *Closer* publie des photos de François Hollande, casque de moto sur la tête, quittant au petit matin, à l'arrière d'un scooter, un immeuble au 20, rue du Cirque, où, à Paris, il a passé la nuit en compagnie de l'actrice Julie Gayet. Valérie Trierweiler est anéantie. Certes, elle a eu vent de cette rumeur. Lorsque pour son dernier anniversaire Nathalie Mercier, chargée de la communication dans l'équipe de campagne, et la maquilleuse Nadia lui ont apporté « de la part de François » le coffret géant de maquillage Sephora, elle a hurlé et la réservation, par leurs soins, d'une table pour le couple au restaurant Mama Shelter ne l'a pas calmée. Valérie Trierweiler s'est inquiétée de la distance de son compagnon, de ses silences, de ses absences, elle lui en a parlé. Et ce dernier l'a rassurée. Comment peut-elle imaginer qu'il ait une liaison ? A-t-elle idée de sa charge de travail ? Découvrant les photos du magazine qui laissent peu de place au doute, Valérie Trierweiler ne rend pas les armes. En colère, elle propose au président de la République « un traitement à la Hillary », comprendre un acte de contrition publique puis des excuses, suite à quoi on oubliera tout, mais surtout Julie Gayet. François Hollande ne lui répond pas, il quitte les appartements privés, où tempête la femme en disgrâce, et rejoint son bureau. Il convoque Aquilino Morelle, le priant de prendre en charge la gestion médiatique de cette crise inédite, puis Christian Gravel et Jean-Pierre Jouyet, auxquels il confie le traitement du « dossier » Valérie.

Avec l'accord du médecin militaire de garde à l'Élysée et celui du professeur Olivier Lyon-Caen, conseiller médical de la présidence, Valérie Trierweiler monte dans la voiture de Brigitte Taittinger, l'épouse de Jean-Pierre Jouyet, l'amie fidèle d'entre les fidèles de François Hollande, celle qu'il appelle jusqu'à dix fois par jour, quand bien même elle est en train de marier un de ses enfants. Brigitte Taittinger se charge de conduire la compagne du Président à la Pitié-Salpêtrière, où elle est attendue dans le service de Roland Jouvent, professeur de psychiatrie et spécialiste des troubles anxieux. Dans sa chambre, sous la garde d'un officier de sécurité déguisé en infirmier, la compagne répudiée dort, tweete, textote et reçoit des visites. Celles de François Bachy, de la journaliste Constance Vergara, de Patrick Biancone, ancien journaliste de radio devenu son chef de cabinet, de Valérie de Senneville et de l'écrivain Laurent Binet, ce dernier ignorant qu'il sera sous peu le sujet d'une querelle entre les deux Valérie, qui se disputent sa compagnie.

Après une semaine de repos, l'ex-première dame est conduite à La Lanterne, où la sert une équipe de domestiques envoyée par la présidence. La quadragénaire a réclamé de disposer de cette demeure. Elle considère en effet que la partie, certes mal engagée, n'est pas encore perdue et s'invente un scénario rassurant : lorsque François Hollande s'apercevra que la garçonnière clandestine dans laquelle il retrouvait Julie « appartient à un gangster », comme elle le répète, vindicative¹⁴, il sera furieux, s'estimera mis en danger, démentira avoir profité du lieu et – se persuade la femme trompée – rompra avec celle qui l'y attendait. Voici pourquoi Valérie tient tant à prendre ses quartiers à La Lanterne, se figurant que, logée dans un palais de la présidence, elle

habite encore le cœur de son premier élu. La seule, la vraie, la légitime. D'ailleurs, répète-t-elle à ses visiteurs, si François a accepté de lui laisser son petit palais, n'est-ce pas la preuve qu'entre eux un fil demeure, résiste ?

Sept jours durant, sous l'œil des gardiens, Éric et son épouse Josyane, qui tous deux apprécient cette maîtresse de maison aux goûts simples, Valérie Trierweiler se repose, surveillée par un médecin militaire qui dort dans la chambre attenante à la sienne. Elle lit les centaines de lettres que lui ont adressées des Françaises, elle pédale un peu sur le vélo d'appartement, écoutant de la musique, souvent du Joe Dassin qu'elle aimait chanter avec « François », et elle regarde beaucoup, beaucoup la télévision. À sa table, toujours délicieuse puisque son cuisinier est celui de la présidence, la compagne en défaveur convie ses amis, qui s'amuse, rient, parlent tard, et pour certains passent la nuit là.

Durant cette semaine de convalescence, François Hollande vient beaucoup. Dès le premier week-end, il s'annonce en fin d'après-midi. Le couple à l'agonie prend le thé dans le salon vert, puis dîne dans la salle à manger, servi par les maîtres d'hôtel au complet. Puis ils se couchent, chacun dans une chambre. Le lendemain, le président de la République reste déjeuner puis, d'humeur égale, quitte la femme qu'il n'aime plus en lui donnant rendez-vous, pour discuter des modalités de leur rupture, le jeudi suivant, dans leur appartement parisien. Le samedi, il revient, apportant le communiqué qu'il souhaite publier. Entre ces passages et les négociations diplomatiques, les amis de Valérie font et défont leurs valises, attendant dans un café de Versailles que le maître de maison ait quitté les lieux pour revenir y entourer sa femme délaissée. La Lanterne, décor d'une pièce digne de Marivaux.

L'« épisode Valérie » clos, François Hollande continue d'apprécier la demeure. C'est dans son parc qu'à travers une mise en scène habile est rendu public, un an plus tard, son nouvel amour. Tout donne à penser que les photos ont été volées, et elles feront d'ailleurs l'objet d'un procès. Le grain est grossier, les visages un peu floutés, le lecteur devine la puissance du téléobjectif. En ce dimanche pascal, alors que toute la France se promène en famille, les photographes mitraillent le visage matinal de l'actrice, dont la chemise mal boutonnée dépasse du pantalon. Le lundi, ils captent une promenade à l'agencement soigné. Devant, hors champ, gambadent les grands fils de Julie, Tadeo et Ézéchiël, derrière leur mère qui, les cheveux lâchés, bavarde avec Brigitte Taittinger, décidément inamovible. Plus loin, les mains nouées dans le dos, François Hollande échange avec Brice Gayet, le père de sa compagne. On est en famille, recomposée, élargie. La force tranquille d'un amour qui rassemble des clans, scelle des alliances, entérine des amitiés et se promène dans la résidence officielle du président de la République. Ces prises de vue proviennent du même endroit, un arbre planté à la pointe sud du Grand Canal dans le parc du château de Versailles, un observatoire dont il eût été possible d'interdire l'accès. Ce qui ne fut pas fait.

Passent les femmes, demeurent les réveillons à La Lanterne, désormais célébrés autour de Julie Gayet, nouvelle maîtresse de maison, qui n'a guère renouvelé le plan de table, à croire que son « amoureux », comme elle le nomme, n'a pour amis que des ministres ou des membres de son cabinet. La Saint-Sylvestre 2015 réunit les époux Jouyet, le couple Valls, Michel Sapin et sa femme, l'ancienne amie de Valérie Trierweiler. Seuls Gaspard Gantzer, responsable de la communication du Président, et sa femme Émilie Lang, chargée de la presse auprès de la ministre de la Culture, innovent par leur présence. La fête finie, les époux Jouyet embrassent François et Julie sur le seuil.

Le secrétaire général de l'Élysée s'est bien amusé. Il marche jusqu'à sa voiture en chantant à tue-tête les louanges de l'excellente cave de la République et démarre sans distinguer dans la nuit noire le labrador Philae, qu'il percute. Plus de peur que de mal.

À La Lanterne, François Hollande ne sort pas. Ni baignade, ni tennis, ni footing, ni même une seule promenade dans le parc du château, pourtant magnifique, et dont il n'est pas peu fier. Recevant au palais de l'Élysée la reine d'Angleterre, le président de la République fait inviter au dîner d'État Alain Baraton, le truculent jardinier en chef du domaine de Versailles, venu en smoking et sans son épouse. Élisabeth II repartie, on sert le café. François Hollande s'approche du jardinier et lui glisse : « Tout est arrangé, vous êtes nommé à Buckingham. » Une plaisanterie, bien sûr, mais c'était dire que la reine d'Angleterre, pour ses propres jardins, aurait bien eu besoin que l'élu de la République lui cède « son » jardinier, qui officie dans le parc de « son » palais...

Chapitre 2

LA PRISE DE LA LANTERNE

Ce mercredi 9 mai 2007, le yacht *La Paloma*, naviguant au nord de Malte, approche l'îlot de Gozo. Sur le pont se reposent Cécilia et Nicolas Sarkozy, vainqueur trois jours auparavant de l'élection présidentielle, l'homme d'affaires Robert Agostinelli et son épouse Mathilde, directrice des relations publiques de Prada. À bord du bateau de Vincent Bolloré, tout est conçu pour que le séjour des invités soit enchanteur ; dix-sept membres d'équipage, sept cabines, des jet-skis, des skis nautiques, des équipements de plongée et quatre écrans plasma. Si le nouveau président plonge, nage et profite des mouillages pour courir dans la baie de Delirama, son visage trahit le souci. Son épouse, Cécilia, ne se montre guère plus enjouée, elle parle peu.

Ce mercredi au paradis, Nicolas Sarkozy ne récupère pas de son éreintante campagne électorale, ni ne songe aux mesures qu'il prendra dès son entrée en fonction, ni encore ne soupèse la composition de son gouvernement. Non, ce mercredi sur *La Paloma*, l'homme qui remporta près de 19 millions des suffrages au second tour de la présidentielle s'agite pour récupérer une maison de week-end. Il téléphone à Bruno Le Maire, le chef de cabinet de Dominique de Villepin, futur ex-Premier ministre. « Je voudrais La Lanterne, dis-moi, elle est comment la maison, maintenant ? C'est bien, hein ? On y est bien ? Cécilia y tient beaucoup. Je te demande de prévenir Dominique. On se reparle. » Le haut fonctionnaire, transformé en agent immobilier de la République, lui confirme que la maison est délicieuse et raccroche, embarrassé. Il s'étonne que le vainqueur de l'élection suprême n'attende pas d'être officiellement investi, dans sept jours, pour se préoccuper de cette résidence de villégiature mais, discipliné, il avertit Dominique de Villepin. Qui à son tour appelle Marie-Laure, son épouse. La femme du Premier ministre de Jacques Chirac est blessée. Elle supplie son mari de ne pas céder. Bien sûr qu'elle sait qu'elle devra quitter cette maison, puisque dans quelques jours celui-ci ne sera plus à Matignon, mais pourquoi se plier au caprice de Sarkozy, pourquoi tout lui accorder et tout maintenant ? Ce président n'a-t-il rien de mieux à faire sur son bateau que de « piquer une baraque » ? Et la France, y pense-t-il seulement ? Elle rappelle à son mari qu'il lui a promis un dernier week-end à La Lanterne, qu'il lui a juré que samedi et dimanche, 12 et 13 mai, ils y dormiraient avec leurs trois enfants, ils se promèneraient, déjeuneraient, savoureraient « la maison du bonheur », comme elle la nomme. Comment peut-il céder à son ennemi ce qu'il a offert à sa famille ? Dominique de Villepin lui répète qu'il ne peut en être autrement et qu'elle doit vider La Lanterne, « dans la journée, Marie-Laure, tu y vas dans la journée ». Villepin compose le numéro de Bruno Le Maire et l'informe que ce sera difficile de rendre la maison dans ces délais, Marie-Laure

s'y opposant. Le chef de cabinet n'a pas le temps de réfléchir à des arguments capables d'amadouer le nouveau président que déjà sonne son portable. « Alors ? », s'enquiert Nicolas Sarkozy. Bruno Le Maire rend compte. C'est un peu rapide pour les Villepin. Ne serait-il pas possible de patienter au-delà du prochain week-end ? Le Président ne veut rien savoir. Et Bruno Le Maire, qui se souviendra de ce satané mercredi, rappelle Villepin une fois encore pour lui annoncer qu'il n'y a pas l'ombre d'une discussion possible, lui glissant qu'il se retire de la négociation. « Je ne m'en occupe plus¹⁵. »

Marie-Laure de Villepin connaît trop son mari – et la politique – pour ne pas avoir compris que quoi qu'elle dise, implore ou sollicite, La Lanterne lui échappe sans délai. À peine son portable raccroché, elle se rend, résignée, à Versailles. Accompagnée de son officier de sécurité, l'épouse du dernier Premier ministre à avoir profité de la résidence emplit des valises, rassemble les chaussures de jogging, les raquettes, les livres des enfants, les pulls et les bottes. Elle passe dans les chambres, parcourt le salon, traverse la cuisine. Partout, les souvenirs l'envahissent ; Arthur, leur fils, révisant le concours de Sciences-Po, Marie, leur aînée, endormie dans un transat. Comme elle se sentait ici protégée, confiante... À l'abri de ces murs de pierre, elle a rêvé que son mari lui revienne, qu'il s'arrache à l'enivrement des ambitions. Fermant ses bagages, Marie-Laure de Villepin comprend qu'elle a perdu ce combat. La Lanterne n'a pas sauvé son couple. Sur la Méditerranée, au même instant, vogue un autre ménage blessé, deux époux assignant à la maison cette même fonction réparatrice, espérant eux aussi que ce pavillon versaillais réussisse à panser leurs blessures. La Lanterne, un antidote aux ravages intimes de la politique ?

Les époux Sarkozy ayant vendu leur appartement de l'île de la Jatte et rendu le logement de fonction au ministère de l'Intérieur, n'ont plus de domicile, or ils rechignent à continuer à habiter l'appartement que leur a prêté, durant la campagne, Dominique Desseigne, le patron du groupe Lucien Barrière. En attendant leur installation rue du Faubourg-Saint-Honoré, ils s'établissent donc à Versailles, nourris par le cuisinier de la place Beauvau. Dans quelques jours, le personnel de l'Élysée et l'ex-sommelier du Bristol, une jeune femme que Sarkozy a fait recruter, prendront sa suite. D'ores et déjà, le président de la République savoure la maison, dont il s'est arrogé l'usage. Tout l'y enchante et puis n'est-elle pas la voisine du Trianon Palace, cet hôtel de prestige, dont Sarkozy dit qu'il est son préféré sur terre ? Même domaine royal, même lumière, même luxe, et le tout sans facture, oui, décidément, La Lanterne rend fou.

Bien qu'il fasse grand soleil, on fait servir le déjeuner à l'intérieur, car dans le parc les photographes de presse sont à l'affût. Sont assis, autour du Président, Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, Henri Guaino, plume et conseiller, Emmanuelle Mignon, tête chercheuse, Cédric Goubet, futur chef de cabinet, David Martinon, porte-parole de la présidence, et François Fillon, bientôt Premier ministre. L'élu sarthois s'efforce de faire bonne figure. S'il se félicite d'être le prochain chef du gouvernement, il découvre, pour la première fois, quelle résidence lui échappe et il enrage. Coup de force, mauvaises manières ! Faire fi de la tradition gaulliste, tout manigancer sans même prendre la peine de le prévenir ! Quand il songe que le lendemain il lui faudra écrire son discours de politique générale dans l'aile du château de Rambouillet, il bout, ignorant encore qu'il s'y sentira suffisamment à l'aise pour y célébrer d'ici peu Noël en famille. Deux ans après ce déjeuner à Versailles, un très proche conseiller de Nicolas Sarkozy se souvient avoir été invité par François Fillon. Durant tout le repas, ce dernier n'a de cesse de s'indigner qu'« il » lui ait piqué la

maison. Deux ans de colère pour une résidence officielle, La Lanterne séduit.

Dans le petit salon, les proches du chef de l'État composent le gouvernement. Silencieuse, Cécilia les écoute. Parfois, elle émet une remarque. Elle n'a pas besoin de s'exprimer en public pour passer des messages à son époux, prompt à l'écouter tant il redoute son départ. Nicolas Sarkozy verrait bien Rachida à la Justice, ce serait un bon symbole, le symbole qu'il n'y a pas une justice pour... La phrase reste en suspens, David Martinon la poursuit. « Oui, pas une justice pour les pauvres et une pour les riches. » Sarkozy approuve, Cécilia, grande amie de Martinon, opine. Dès le lendemain, les candidats aux maroquins ministériels, surtout ceux qu'on sait encartés au parti socialiste, doivent choisir : se rendre en voiture aux vitres teintées jusqu'à La Lanterne, cette résidence que toute la presse se scandalise d'avoir vue accaparée par Nicolas Sarkozy ? Ou être reçus rue Saint-Dominique et, dès le trottoir, devoir affronter une colonne fournie de photographes ? Claude Allègre, qui n'aura aucun poste au gouvernement, choisit les deux. L'homme savoure tant la défaite de Ségolène Royal qu'il ne redoute pas les ricanements. Bernard Kouchner ne va qu'à La Lanterne, dont il revient locataire du Quai d'Orsay. Jack Lang intrigue pour être, lui aussi, reçu à Versailles. Le grand communicant sait qu'être traité dans cette résidence très privée valorise, et il rêve d'entrer dans le gouvernement. Nonobstant sa faconde et la promenade jusqu'à Versailles, le mitterrandien n'obtiendra pas de maroquin. Hubert Védrine se rend rue Saint-Dominique et n'entre pas au gouvernement. Jean-Pierre Jouyet fait de même, mais l'ami fidèle de François Hollande en ressort secrétaire d'État aux Affaires européennes.

Tous les samedis, le Président consulte à La Lanterne. Rares sont ceux qui, à l'instar d'Alain Minc, conseiller écouté, peuvent se permettre de refuser de rouler jusqu'à Versailles pour trente minutes de conversation. Ces éminences acceptent l'invitation, curieuses de visiter cette maison mystérieuse, et racontent y avoir vu un Nicolas Sarkozy très fier, leur tapant sur l'épaule en leur faisant parcourir les pièces : « T'as vu, hein ? T'as vu ? » À tous, il fait faire le tour du propriétaire, les poussant dans l'escalier jusqu'à sa chambre pour qu'ils admirent le clou du spectacle : une torsion du cou vers la droite et la vue dégagée sur le château du Roi-Soleil. « T'as vu, hein ? T'as vu, c'est beau, hein ? » Nicolas Sarkozy est heureux d'être arrivé dans cette résidence incarnant mieux qu'aucune autre l'essence monarchiste du pouvoir à la française. Fascinante Lanterne. Les syndicalistes sont également traités chez Louis XV. Soit le président les appelle directement, soit il les fait inviter par l'intermédiaire de Raymond Soubie, son conseiller social. Frédéric Imbrecht, un des secrétaires généraux de la CGT, vient régulièrement traiter dans le parc du château de Versailles des conflits sociaux en cours, et il n'est pas rare d'entendre les deux hommes, le Président et le cégétiste, rire aux éclats depuis la terrasse. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière, y est également convié. Ignorant où se trouve cette maison, il prie un « camarade¹⁶ » de l'y conduire. « Sarkozy est comme d'habitude très pro, très cash, on a une réunion de boulot normal. Sauf qu'à la fin, le Président me ramène jusqu'à la voiture où attend mon copain. Il ne me quitte pas sur le pas de la porte comme à l'Élysée, il marche avec moi, s'approche de mon camarade, lui serre la main, m'ouvre la portière », se souvient le syndicaliste, pas dupe. Et, quoi qu'on en veuille, cette familiarité touche, elle affaiblit, un temps, les défenses.

Cécilia Sarkozy, qui a tant cherché une « maison où poser ses bottes », suppliant son mari d'acheter un ranch en Espagne, un manoir en Normandie ou un mas en Provence, apprécie la

demeure à l'abri des manigances parisiennes. Son garçon, Louis, alors âgé de 10 ans, goûte le parc et les parties de ballon hors de la vue de la garde républicaine. L'épouse du chef de l'État se sent si bien à Versailles qu'elle accompagne une sortie scolaire de son fils. Au programme : le Trianon et le hameau de la Reine. Cet après-midi, les élèves de CM2 se penchent au-dessus du bassin pour apercevoir les carpes, quand Louis perd ses lunettes, qui coulent à pic. La maîtresse essaie de les attraper, un camarade au bras long fait de même. En vain. Cécilia Sarkozy fait quérir le jardinier en chef. Celui-ci examine la situation, et conclut qu'il n'y a guère d'espoir, l'eau est profonde, le sol envasé. L'épouse du président de la République ne renonce pas. On fait venir le responsable des fontaines, qui donne des ordres pour que soit vidée la pièce d'eau, opérée une vidange... et repêchées les lunettes de petit Louis. Si l'esprit de Marie-Antoinette veille encore sur les lieux, gageons qu'il a souri du caprice...

À La Lanterne, Cécilia et Nicolas Sarkozy reçoivent. David Martinon, le porte-parole, y dîne presque tous les samedis, accompagné de sa première épouse, une jeune magistrate intimidée. Rachida Dati, dont le chauffeur patiente avec l'aide de camp et les officiers de sécurité dans l'aile du personnel, est également de la partie, comme Agnès Cromback, PDG du joaillier Tiffany, ou le couple Agostinelli. Parfois, passent Pierre et Jean, les fils aînés du Président. En sportif vigilant et n'aimant pas l'alcool, le chef de l'État ne s'accorde à l'apéritif qu'un jus de tomate, et ne boit au dîner, pour accompagner les légumes cuits à la vapeur, que de l'eau, se contentant en dessert d'un fromage blanc allégé parfumé à la cerise avec une cuillerée de glace au café. Si les amis profitent d'un menu plus consistant, Cécilia Sarkozy ne déguste pour sa part qu'une tomate au sel, coupée en rondelles. Vers 22 heures, le repas achevé, le Président se couche, laissant ce petit monde bavarder au salon. Le soir où Max Gallo et sa femme dînent dans le parc, le plein couchant les éclaire jusqu'au dessert. Sous le règne de Cécilia, les soirées sont brèves.

Un dimanche estival, le couple Balkany – Patrick, maire de Levallois, et Isabelle, son épouse – déjeune sur la terrasse en pierre, où une table est dressée. À l'écart, le Président fait installer un bureau, sur lequel il passe des heures à travailler, entrecoupées de longueurs dans la piscine. C'est fou comme cet homme supporte le soleil, lisant sans parasol. Lorsque sonne l'heure pour lui et son ami Patrick de se rendre au match de foot du Paris Saint-Germain, Cécilia et Isabelle enfilent leurs maillots et se baignent à leur tour. Se séchant sur les transats, elles sont soudain dérangées par le bruit d'un hélicoptère survolant la propriété. Cécilia panique. Se ruant dans la maison, elle crie que ce doit être un escadron de paparazzi et veut téléphoner à son mari. Isabelle Balkany éclate de rire : « Mais qu'est-ce que tu veux qu'ils vendent, des photos de deux vieilles en bikini ? – Parle pour toi », lui répond l'épouse du Président en regagnant sa chambre. Le soir, les deux femmes, accompagnées de Louis et de deux de ses amis, dînent avec des plateaux télé devant le match de foot. Les Balkany ne seront invités qu'une seconde, et dernière fois, à La Lanterne.

Cécilia Sarkozy s'ennuie. Alors qu'elle occupait durant la campagne électorale le bureau le plus proche du candidat, elle s'agace de ne pas avoir de place dans le dispositif élyséen. Refusant de se contenter d'un rôle de dame de bienfaisance, la quadragénaire se morfond, songeant qu'aux côtés de Richard Attias, l'homme d'affaires dont elle est tombée amoureuse, elle pourrait retrouver sa vie ; cependant, comment divorcer d'un homme pour lequel elle n'a pas voté mais qu'elle a accompagné jusqu'au fauteuil suprême ? Un après-midi dominical, à La Lanterne, son mari lui propose tout à trac

de s'impliquer dans la libération des infirmières bulgares, ces cinq femmes accusées d'avoir inoculé le virus du sida à quatre cents enfants de l'hôpital libyen de Benghazi. Incarcérées depuis 1999, condamnées à mort, elles ont vu leur peine commuée en prison à vie. David Martinon et Claude Guéant approuvent. L'engagement de l'épouse du chef de l'État français serait un signal fort, il témoignerait de la préoccupation de la République, et Cécilia Sarkozy trouverait là une mission bien plus noble que celle consistant à couper les rubans. La femme du Président n'est pas convaincue. L'affaire est d'une grande complexité diplomatique, les États-Unis palabrent de leur côté, la Commission européenne s'agace de voir la France mener des discussions solitaires. Cécilia Sarkozy manifeste si peu d'enthousiasme que le sujet est balayé, permettant au salon à fleurs de La Lanterne de reprendre peu à peu ses couleurs.

Le 12 juillet, pourtant, l'épouse du chef de l'État s'envole, en compagnie de Claude Guéant, pour Tripoli à la rencontre du « Guide suprême de la Révolution », le colonel Kadhafi.

Le dimanche 22 juillet, tôt le matin, elle y repart, toujours escortée de Claude Guéant et de deux officiers de sécurité, Daniel et David. Quarante-huit heures plus tard, une fois les infirmières libérées et raccompagnées à Sofia, on dîne à La Lanterne. La table est petite, les maîtres d'hôtel congédiés. Sur les visages se lit la fatigue, la conversation menée à voix basse est grave. Cécilia Sarkozy, qui a eu à peine le temps de prendre une douche et de se changer, raconte à son mari les tractations qu'elle a menées durant une nuit entière, ces deux jours de terreur, sans oser respirer, boire, manger, s'assoupir. Arrivée à Benghazi, la première dame a appris que Mouammar Kadhafi voulait la voir dans son bunker, au sous-sol de sa résidence privée. Elle devait venir seule, non armée, sans officier de sécurité. L'intrépide a accepté. Dans une salle immense, sans aucune fenêtre, le colonel libyen, armé, lui, l'a saluée en lui ouvrant les bras, comme s'il voulait l'embrasser. À cet instant du récit se met à vibrer le portable de Cécilia Sarkozy, qui le coupe et poursuit. Elle a eu peur ; cet homme au regard fou la désirait et il fallait obtenir sa clémence sans lui céder. Des heures durant, en anglais, elle s'est efforcée de le séduire, de le circonvenir tout en lui tenant tête. Plus que jamais, Mouammar Kadhafi semblait excité ; cette noble femme de chef d'État qui l'affrontait seule la nuit et qui lui résistait, quel défi... Soudain, explique l'épouse du Président, elle a senti « un appel d'air » et... Nouvelle interruption du téléphone portable, éteint sans même le regarder. Reprenant la parole, elle dit avoir demandé une pause au colonel, puis avoir retrouvé son équipe. Sous la garde des deux officiers de sécurité, Boris Boillon et Claude Guéant ont foncé vers la prison. Sur place, ils sont parvenus à persuader les gardiens d'avoir obtenu la libération des cinq femmes. Ils les ont fait extraire de leur cellule, puis ils ont roulé à tombeau ouvert vers leur avion, dont les moteurs étaient restés allumés. Victorieux, ils ont décollé, direction la Bulgarie, où les infirmières étaient attendues depuis huit ans. À peine avaient-ils quitté la prison, conclut Cécilia, que les services de sécurité libyens sont arrivés et ont tué à la mitrailleuse tous ses gardiens. Son téléphone vibre. Elle le coupe, agacée.

Nicolas Sarkozy, bouleversé, promet de décorer de la Légion d'honneur Boris Boillon, ainsi que les deux officiers, qui dînent, eux, en cuisine. Claude Guéant opine. À cet instant sonne encore sur la table d'acajou le portable de Cécilia, qui, cette fois, regarde l'écran et décroche en enclenchant le haut-parleur. Dans la salle à manger de La Lanterne, flottant entre les fauteuils Empire et les tableaux de maître, résonne la voix du guide suprême de la révolution libyenne : « Cécilia, I want you, I love you, Cécilia my dear, come back. Where are you ? I want you. » L'épouse du chef de l'État raccroche. Elle ne dit pas un mot, elle regarde son mari. Les trois décorations ne seront jamais

remises.

Quelques jours plus tard, à la fin du mois de juillet 2007, le Président convoque son cabinet à Versailles. D'un ton rogue, le chef de l'État le met en garde ; que ses conseillers ne s'avisent pas de prendre des vacances : la France ne s'arrêtant jamais, ils ont intérêt à se montrer actifs, réactifs, mobilisés, présents – les injonctions sous forme d'adjectifs pleuvent –, d'ailleurs lui ne s'accordera aucun repos, un président de la République ne connaît pas les congés, il espère avoir été clair. L'assemblée sermonnée attend que l'orage cesse et quitte, penaude, la résidence. Dix jours plus tard, Nicolas et son épouse s'envolent pour les États-Unis. Les Agostinelli et les Cromback, ces fidèles de La Lanterne, les accueillent dans une villa louée à Wolfeboro, sur les bords du lac Winnepesaukee. Trois mois plus tard, le palais de l'Élysée publie un communiqué annonçant le divorce des époux Sarkozy.

Comme se languit, en cet automne, La Lanterne désolée. Chaque fin de semaine, Nicolas Sarkozy y prend ses quartiers, se réfugiant dans la maison dont il espérait qu'elle puisse retenir sa femme. Pour le distraire se relaie à ses côtés le carré des conseillers fidèles, ces grognards écartés par Cécilia. Dans cette résidence qu'elle découvre, la garde amicale assure des tours de veille, dînant, regardant la télévision et discutant autour du Président chagrin. Dans la journée, Nicolas Sarkozy y travaille énormément, recevant ses collaborateurs ou ses ministres qui demandent à le consulter. Christine Albanel, en charge du portefeuille de la Culture, est ainsi priée de venir un samedi à 14 heures. L'ancienne plume de Jacques Chirac se souvient d'une maison désertée, très silencieuse, inanimée. Le Président est différent. Hagard, déboussolé. « Il portait un jean, répète-t-elle, un jean¹⁷. » Elle ne l'a jamais oublié.

Chapitre 3

DES NOCES ET UN JOINT

Un jeudi de décembre, Jean-Jacques Aillagon, président de l'Établissement public du château de Versailles, se trouve en Suisse lorsque sa secrétaire l'avertit que le président de la République cherche à le joindre. Quelques minutes plus tard, Nicolas Sarkozy l'appelle sur son portable. « Je voudrais venir dimanche visiter le château avec quelques amis, je suis à La Lanterne et on voudrait venir, une visite toute simple, hein, avec des amis. » Jean-Jacques Aillagon lui recommande, s'il souhaite être tranquille, de choisir plutôt la fin de l'après-midi, l'heure où le château se vide, mais le chef de l'État insiste, il sera là vers 15 heures. Et à 15 heures, en ce dimanche d'affluence exceptionnelle, Jean-Jacques Aillagon, posté devant le pavillon Gabriel, accueille le convoi, observant non sans étonnement qu'au lieu de venir en traversant le parc, ce qui serait depuis La Lanterne le chemin le plus discret, il passe par l'avenue de Paris, remonte la place d'Armes et s'engouffre dans la cour d'honneur. De la première voiture sortent Nicolas Sarkozy et – surprise... – Carla Bruni, de la seconde la mère de celle-ci, puis une dame présentée comme étant la sœur de la mère du mannequin italien ; enfin Aurélien, le fils de Carla, et un copain de celui-ci. Le président du château les prie de le suivre, il leur fera visiter les appartements privés de la reine. Dans la foule compacte des milliers de touristes, le cortège se fraie un passage. Jean-Jacques Aillagon note que le Président serre de près le mannequin. Passant devant la chapelle royale, le groupe s'attarde. En ces jours précédant la célébration de la Nativité, leur hôte a prévu un concert d'orgue. Quelques cantates de Noël jouées pour le président de la République, son amie et sa famille ; chacun apprécie la délicate attention. Alors qu'ils retournent dans le château bondé, le copain d'Aurélien déclare se sentir nauséeux. Devant sa mine, Carla s'inquiète. Il faut dégager un périmètre, repousser les corps agglutinés des visiteurs, allonger l'enfant, lui apporter un linge humide, un seau. Médusé, Jean-Jacques Aillagon regarde le président de la République au bras d'une vedette de notoriété mondiale, penché sur un enfant malade dans la galerie des Glaces, entouré d'une tante, d'une mère, tout ce petit monde photographié par des spectateurs éberlués et se poussant du coude... Voilà, songe-t-il, qui demain ravira les gazettes, la presse sera folle d'apprendre que le Président se console, qu'il est amoureux et que c'est au cœur du château des rois de France qu'il a choisi, en cette veille de Noël, d'annoncer la bonne nouvelle.

Dans les jours qui suivent, Jean-Jacques Aillagon lit les journaux, le front plissé. Pas une ligne, pas un écho, pas une photographie publiée. Étrange. Le lendemain, il découvre à la une de tous les titres ces images prises à Eurodisney : entouré de Mickey et Minnie, le chef de l'État présente aux

Français sa nouvelle compagne. Jean-Jacques Aillagon comprend que l'opération « galerie des Glaces » ayant mystérieusement capoté, elle a été recommencée dans le parc d'attractions de Marne-la-Vallée. Et que là, dans les décors en carton-pâte de la grande parade, l'image s'est imprimée.

Le nouveau couple apprécie tant La Lanterne qu'il y fête son mariage, célébré civilement dans la matinée du 2 février 2008, à l'Élysée. Un buffet chaud – de la fondue savoyarde – est dressé dans le salon vert, tandis que dans l'entrée sont posés deux portants en métal. Voici la cinquantaine d'invités s'engouffrant, accrochant manteaux, étoles, écharpes et fourrures sur les cintres qui menacent de rompre. Certains apportent des cadeaux, personne n'a préparé de discours, toute l'assemblée a été à dire vrai prise de court. La veille, Carla et Nicolas ont passé des coups de fil et rédigé des textos. « Venez dîner demain à La Lanterne, il y aura une surprise. » Et quelle surprise ! Il est probable que parmi cette foule joyeuse nul ne sait que la maison, coutumière des festivités, en ce jour de la Chandeleur, abrite une noce pour la troisième fois.

Au printemps 1954, la propriété est louée par David Bruce, ambassadeur des États-Unis, chargé de suivre en France l'avènement de la CED (Communauté européenne de défense) et grand admirateur de Jean Monnet. La Lanterne, dont il écrit dans son journal qu'elle incarne « la perfection¹⁸ », lui permet de recevoir joliment, ce qu'il fait volontiers. Le diplomate l'ouvre ainsi à Philippe de Rothschild et Pauline Potter, qui, le matin du 8 avril, se sont juré fidélité à la mairie d'Auffargis. « Le chef a confectionné un magnifique gâteau de mariage composé de trois temples superposés avec, au sommet, une pâtisserie représentant Éros, le tout en style Louis XVI. Le champagne a coulé à flots durant tout le déjeuner... Avec tant de Rothschild présents, j'ai pensé qu'il était mieux de leur donner un bordeaux rouge qu'ils ne connaissent probablement pas bien. La maison était charmante, les chandeliers festonnés de fleurs, les radiateurs couverts de mousse et des fleurs de printemps à profusion partout. Par chance, le temps était beau et ensoleillé. Parmi les invités, il y avait des maires, des préfets, des banquiers, des artistes et beaucoup de jolies femmes. Cela m'a semblé être un grand succès¹⁹. » Soixante ans plus tard, si la saison est moins riante, il est amusant de noter que la compagnie ressemble peu ou prou à celle qu'accueillit en son temps l'Américain.

En juin 1972, la résidence sert à nouveau de salle nuptiale. Dans la journée, Jean-Jacques Chaban-Delmas, fils du deuxième lit du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas, a épousé, à la mairie de Bordeaux, Diane de Oliveira Cezar. Le soir, les deux familles et tous leurs invités prennent l'avion pour dîner à La Lanterne. Nappes damassées, guirlandes de fleurs, vaisselle d'apparat, le photographe en profite pour faire poser les quatre générations de fils Chaban dans le salon. Jacques Chaban-Delmas et son épouse Micheline se régalaient. Ils ignorent encore que, dans moins d'un mois, ils seront contraints de quitter ces lieux enchantés, Pierre Messmer étant nommé à la tête du gouvernement.

Aux noces Sarkozy, l'ambiance est moins classique. Voire, aux dires d'un témoin, « surréaliste et brinquebalante, totalement improbable ». Depuis deux jours, Marisa Bruni-Tedeschi, la mère de Carla, la presse au téléphone de prévenir ses cousines, d'appeler telle tante, de ne pas oublier cet oncle, mais Carla refuse ; il est impossible d'être bavard, la cérémonie civile dans le palais de l'Élysée doit être réduite, seuls de rares intimes seront mis dans la confidence. Marisa Bruni-Tedeschi a beau ne pas être le genre de personne à se laisser embarrasser longtemps par des convenances, elle demeure un peu chiffon que le mariage de sa cadette soit presque clandestin. Mais

déjà la fête crépite dans les salons de La Lanterne et l'octogénaire retrouve le sourire... À travers la porte-fenêtre, la mère de Carla voit descendre d'un 4 × 4, garé au milieu de la cour, sa fille aînée, l'actrice Valeria Tedeschi. Dans un coin de la pièce, Pål Sarkozy, le père de Nicolas, les cheveux peignés en arrière, observe la scène. Sous l'œil inquiet de ses frères et de sa demi-sœur Caroline, le Président fraîchement marié lui jette de temps à autre des regards sombres ; ces deux hommes ne s'entendent pas. Marisa Bruni s'écarte, elle salue Vincent Perez, un ami cher de Carla, habitué de ces lieux où il jouait souvent au tennis avec l'occupant précédent, Dominique de Villepin. Elle tend la joue à l'écrivain Florian Zeller et à sa compagne, Marine Delterme, témoin de la mariée, elle se fait présenter Nicolas Bazire, témoin de Nicolas, puis Alain Minc, Pierre Charon, Brice Hortefeux et Catherine Pégard. Dadue, la mère chérie de Nicolas, lui propose alors de s'asseoir sur un canapé. Les dames bavardent, quand un invité s'approche. Il est désolé de les déranger mais on vient de lui désigner un monsieur comme étant le père de Carla, or il pensait que l'époux de madame Bruni était décédé. « Oui, répond l'Italienne, mais, celui-ci, c'est l'autre²⁰. » Peu éclairé, l'importun s'écarte et Dadue prend la main de Marisa : « Vous savez, ma chère, j'ai vu bien pire. » Et la nouvelle belle-mère du président de la République de rire de bon cœur. Qu'importe, si elle n'a pas été prévenue que le père biologique de Carla, Maurizio Remmert, son amant de jeunesse, serait de la partie... Il semblerait, croit-elle deviner, que ce soit Nicolas qui ait pris l'initiative de convier l'homme d'affaires brésilien et son épouse. D'ailleurs, il s'en occupe avec empressement, les invitant à monter dans sa chambre pour leur montrer, depuis la fenêtre, la vue exceptionnelle sur son voisin, le château de Versailles, si proche, si merveilleusement proche. Marisa Bruni ne prend pas ombrage des manières un brin cavalières de son désormais gendre ; les affaires de cœur ont, chez elle, toujours été ensoleillées. Elle embrasse Maurizio et son épouse. N'est-ce pas délicieux de voir son enfant célébrer ses noces dans le pavillon de la République, à l'ombre du palais royal ?

Autour du nouveau couple, les dîners s'enchaînent. Des tablées de huit, que Carla compose en mélangeant ses amies – Marine Delterme, Farida Khelifa, Véronique Rampazzo – et ses copains à lui – Jean Reno, Christian Clavier, Didier Barbelivien, le barde du régime –, parfois des politiques, comme Luc Ferry, un pilier de La Lanterne malgré les alternances politiques, Xavier Bertrand, en compagnie ce soir-là du publicitaire Jean-Michel Goudard et de Rachida Dati, une survivante elle aussi. Le philosophe Ferry parle de mythologie grecque, son épouse l'écoute, Carla fume, boit un peu de vin rouge, installant dans cette maison un air pétillant, un souffle bohème. Si son mari ne boit toujours pas d'alcool, il a cessé son régime au fromage blanc – régime que lui avait vanté Jean-Claude Mailly, ayant ainsi perdu dix kilos – et fait servir à ses invités d'excellents alcools qu'il les presse d'accepter. Nicolas Sarkozy s'amuse de rencontrer l'entourage de sa nouvelle épouse, ces artistes de gauche, mannequins, vedettes, couturiers, oiseaux de nuit. Et l'homme de droite, le maire de Neuilly, sait charmer ces commensaux qui jamais n'ont voté pour lui. Un soir, Valeria, la sœur de sa femme, arrive, encore très en retard, avec son compagnon, Louis Garrel. L'acteur affiche une mine hostile. Il ne fait pas mystère que se retrouver peu ou prou le beau-frère d'un président UMP l'insupporte et, d'ailleurs, l'esprit gamin, il se roule un pétard en fin de dîner et le fume. Le maître de La Lanterne ne se laisse pas désarçonner par une fumette, poursuivant la laborieuse conversation. Dans son cadre doré, au mur, Mademoiselle, la fille du roi, peinte par Nattier, fait de même. Impassible, la princesse de France observe la scène. Un pétard à La Lanterne. Quelle histoire...

Si Nicolas n'aime pas la campagne, il goûte les attraits de La Lanterne. Les parties de tennis

contre le maître d'hôtel, la piscine et, surtout, les courses à pied dans les huit cents hectares du domaine public, auquel on accède par une porte au bout du jardin, après que l'officier de sécurité a téléphoné au château et celui-ci averti ses services. Le Président apprécie de courir à jeûn. Ayant enfilé son short et ses baskets, fait quérir ses officiers de sécurité, il s'échauffe à petites foulées dans le parc, ouvre la poterne blanche et accélère le rythme en remontant l'allée des Paons pour atteindre la pointe sud du Grand Canal. Ce 26 juillet 2009, Versailles a chaud, très chaud, les touristes ont enlevé leurs chaussures pour se tremper les pieds dans l'eau de la petite Venise. Nicolas Sarkozy court, il longe le canal, court, remonte vers le château, court encore. Le soleil darde dans le parc du roi au nom éponyme et le premier élu de France affronte tout à la fois l'astre et l'histoire. Se souvient-il, transpirant, le cœur trépidant, du jour où il indiqua à son ex-épouse Cécilia cette inscription gravée sur une corniche de la galerie des Glaces, « Le roi gouverne seul » ? Il allonge la foulée. S'écroule.

Michel, le chef des gardes du corps, prévient les secours, puis téléphone à La Lanterne. Le médecin de garde, véhiculé à moto, fonce vers l'endroit où gît le président de la République. Autour de lui, un barrage d'officiers de sécurité. Vingt minutes ont passé et déjà, dans le ciel, le rotor de l'hélicoptère qui s'approche. Une seconde moto arrive, avec Carla à l'arrière, arrivant de La Lanterne. Nicolas Sarkozy, de nouveau conscient, est transporté à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, où il est soumis, toute la nuit, à une batterie d'examens. Un président de la République confronté à un problème de santé est un événement rarissime et la nation s'affole, les conseillers se contredisent, les journalistes s'agitent.

À mille kilomètres de Versailles, Jean-Paul Moureau passe le week-end dans son élevage de chevaux camarguais. L'étiopathe aux mains miraculeuses est un homme rare. Cheveux longs et argentés, regard d'aigle, ce petit-fils d'une rebouteuse a suivi des études de médecine, puis découvert que ses doigts accomplissaient des guérisons spectaculaires. Sous ses paumes, les organes parlent, les nerfs s'apaisent, les douleurs s'évaporent. Sa consultation parisienne est courue ; Jean-Paul Moureau est le guérisseur d'Alain Delon, de Jean-Louis Borloo, de Rachida Dati, des frères Peugeot, de Robert Hirsch, de Martin Bouygues, de la famille Dassault et de très grands patrons du CAC 40, comme de fortunes étrangères ou de chefs d'État du monde entier, qui lui envoient leur avion privé afin qu'il vienne les guérir. L'étiopathe est devenu un intime du président de la République, qu'il voit une fois par semaine, « pour entretenir la Ferrari²¹ ». Le Président, précise le Camarguais, est en excellente forme physique, mais sollicite beaucoup son corps. Moureau s'occupe de « réactiver les flux, de relancer les énergies ». Ce 26 juillet, alors que le Président est examiné au Val-de-Grâce, « Carla me téléphone, j'ai pris un avion et le lendemain du malaise, je suis à La Lanterne²² ». L'étiopathe examine son ami, qu'il trouve inquiet, fatigué. Il le manipule, pose ses mains sur son corps, écoute son cœur, son foie, entend ses os, détend ses muscles, puis le regarde au fond des yeux. « Tu as eu une panne d'essence, juste une panne », lui dit-il. Une formule que Nicolas Sarkozy fera sienne. Jean-Paul Moureau ne cessera plus d'« entretenir » la santé du chef de l'État, étendant son art à toute sa famille, soignant Marisa, la belle-mère, Carla, l'épouse qui voudrait tant avoir un enfant, et, quand Giulia vint au monde, Moureau raconte qu'il fut souvent appelé pour l'aider à s'endormir.

La naissance de la fille des époux Sarkozy, en octobre 2011, agite La Lanterne, accueillant en la personne de ce nourrisson la plus jeune de ses occupants. De l'autre côté du parc, au château de

Versailles, la direction s'agite. Elle prie le jardinier en chef, Alain Baraton, de préparer le plus beau bouquet possible et d'aller l'offrir à la jeune mère, avec les hommages du personnel du domaine. Baraton compose une splendeur et, tôt le matin, en veste et cravate, arrive à La Lanterne, résidence qu'il connaît puisqu'il en fut deux ans le gardien. Sa déception est grande lorsqu'un maître d'hôtel, l'attendant sur le seuil, attrape le bouquet, le remercie et referme la porte. Autour du bébé présidentiel, les visites s'annoncent, chacun voulant féliciter, flatter, admirer, mais se faisant éconduire par un barrage implacable ; Carla Sarkozy est fatiguée. Laure Darcos échappe au filtrage, elle arrive en fin de matinée à Versailles. L'épouse du chef de l'État apprécie la compagnie de cette jeune femme, riante et vive. Elle doit en effet à la femme du ministre de l'Éducation nationale d'avoir sauvé, trois ans auparavant, sa présentation aux membres du gouvernement. Ce jour-là, dans un salon de l'Élysée, les ministres et leurs conjoints sont reçus à déjeuner. L'ambiance est polaire, ces politiques s'effrayant de la mauvaise image donnée par la liaison entre un chef de l'État récemment divorcé et une top model jet-setteuse italienne. Nicolas Sarkozy, tenant par la main sa compagne, fait la tournée. Poignées de main, sourires crispés. Lorsqu'il s'approche de Laure Darcos, celle-ci l'interrompt : « Madame et moi, nous nous connaissons, nous avons en commun un homme au corps magnifique. » Stupeur. Et de raconter Cavalaire, l'hôtel au pied du cap Nègre, son fils Gabriel apprenant à nager avec le bien nommé Philippe Dauphin, dont la musculature parfaite trouble les mères de famille, et comment ce Philippe Dauphin enseigne également la brasse à Aurélien Enthoven, le fils de Carla, si bien que chaque été les deux femmes se sourient, postées de part et d'autre de la piscine. « Ah ! le splendide maître nageur de Cavalaire », rit aux éclats Carla, qui apprécie que l'épouse du ministre Darcos brise la glace. Les deux femmes seront complices. Aussi Laure Darcos peut, elle, entrer à La Lanterne et admirer Giulia Sarkozy, à laquelle elle apporte un cadeau. Quelle n'est pas la surprise de la femme du ministre de découvrir le palais de la République transformé en maison ordinaire... Le salon en désordre, la femme du Président en peignoir, décoiffée, son bébé dans les bras, manquant de trébucher sur les piles de jouets et les habits jetés à terre, partout des cris d'enfants, la cavalcade d'Aurélien jouant dans l'escalier avec des copains et, dans un fauteuil, Valeria, la sœur de Carla, s'amusant du futoir. La jeune accouchée, heureuse, l'embrasse. Laure Darcos débarrasse un fauteuil, s'y assoit et se régale de la vie qui déferle dans la demeure officielle, lorsque soudain entre le président de la République, costumé et cravaté : « Mais que se passe-t-il ? Il est midi, tu n'es pas habillée, pas coiffée ? » L'air se charge d'électricité, il voudrait raconter le meeting de campagne dont il revient, son discours, la foule, mais sa femme, babillant avec son enfant, hausse les épaules. Nicolas Sarkozy quitte le salon et les trois femmes le voient partir courir après s'être changé. Carla enfle un manteau sur son peignoir et pose Giulia dans un landau. Accompagnée de Laure Darcos, elle promène son nourrisson dans le parc et il est vraisemblable que, jamais, La Lanterne n'aura autant été une maison de famille qu'en cette matinée, où la politique a reculé devant la grâce d'une naissance.

Les vendredis, à l'Élysée, le secrétariat du Président téléphone aux conseillers, avec ce message : « Demain 14 heures, réunion à La Lanterne. Sujets : divers. » Chacun s'y rend par ses propres moyens, se garant dans l'allée et marchant jusqu'à la double porte vitrée, où personne n'est chargé de l'accueil. Ici, ces hommes de pouvoir, habitués à la pompe élyséenne, se déplacent sans protocole, ne croisant ni huissiers en queue-de-pie, ni uniformes sombres de la garde républicaine. Dans ce décor invitant au marivaudage, les conseillers avancent jusqu'à la maison ouverte, où Nicolas Sarkozy les conduit au salon, les invitant à s'asseoir sur les canapés à fleurs. Détendu, le Président fait le service, passant avec insistance un plateau de chocolats. Jean-Michel Goudard a

beau être astreint à un régime sans sucre, il comprend qu'il lui faut accepter ; l'empressement présidentiel n'admet aucune diète personnelle, hormis celle du Président lui-même. Enfoncés dans les coussins, les conseillers se félicitent que le salon vert de l'Élysée – ses boiseries dorées, ses tentures de taffetas et sa table longue, où des sous-mains en cuir, du papier vierge, des stylos et un plateau d'argent les attendent – paraisse si éloigné. Là-bas, un huissier à chaîne d'argent annonce l'entrée du président de la République, tandis qu'eux se lèvent, silencieux. Le chef de l'État prend place dans son fauteuil, rehaussé et élargi, il distribue la parole. « Pierre (Giacometti) ? » « Henri (Guaino) ? » « Patrick (Buisson) ? » « Franck (Louvrier) ? » « Jean-Michel (Goudard) ? » À eux de parler, en s'efforçant à être concis, s'appliquant à surprendre, sinon à briller. Tandis qu'à La Lanterne, la bouche pleine de chocolats fins, le regard vagabondant vers le parc boisé, ils bavardent sans ordre du jour, sans tour de table, se quittant parfois alors que le soleil plonge. Pour autant, la magie du petit palais n'abroge pas les barrières : jamais Nicolas Sarkozy ne leur a proposé de piquer une tête dans la piscine. Mais, tout de même, que ces réunions sont décontractées ! Soudain, Carla traverse le salon. Son mari l'invite à prendre place, elle refuse, il insiste, l'œil amoureux. « Viens, amore, allez, viens. » Elle accepte, parfois, s'appuyant sur l'accoudoir du fauteuil de son mari. Patrick Buisson est concentré, à son habitude. Personne ne se souvient de l'avoir vu tripoter la poche intérieure de sa veste ou de s'éloigner pour se laver les mains. Quand ils apprendront, trois ans plus tard, en mars 2014, que l'historien idéologue, l'homme si sûr de lui qu'il se flatte de ne jamais prendre de notes, les enregistreait tout du long, gravant dans son téléphone leurs mauvaises blagues, leurs remarques désobligeantes, leurs secrets et, pis encore, leurs confidences murmurées à l'abri de la voiture qui, dans la nuit, les ramène jusqu'à la capitale, ils seront foudroyés. Car, à La Lanterne, ils se laissaient aller, oubliant que le pavillon du domaine royal abrite depuis trois siècles les intrigues de Cour et qu'il opère sur ses invités une magie sournoise, puissante. Un sortilège.

Chapitre 4

LA CITADELLE INTERDITE

Enchâssé dans son enceinte de pierre, le palais de la République demeure invisible. Pour le badaud, l'apercevoir relève de la gageure. La maison ne figure pas sur les plans du parc du château de Versailles, ni sur ceux qu'édite la commune. Aucun GPS n'a enregistré son existence, Google Map l'ignore. Elle se terre dans un trou noir, rare point aveugle de nos cartes satellitaires. Un no man's land échappant à tout recensement géographique, un secret partagé entre initiés. Pour y parvenir, il faut serpenter jusqu'à la pièce d'eau des Suisses, puis, ayant dépassé la façade de l'Orangerie, en contrebas du château de Versailles, rouler sur la longue ligne droite bordant le parc. À travers ses grilles se dévoilent les allées du domaine, les courbes des parterres de buis et le reflet des fontaines. Une traversée du cœur de la magnificence monarchique lorsque, soudain, l'atmosphère se déglingue. Les arbres ne sont plus taillés, herbes folles et buissons de ronces colonisent les bas-côtés. À gauche de la route, le camp des Matelots, un fouillis de baraquements militaires à l'abandon. Bientôt, le parc royal disparaît, les grilles laissent place à un mur de pierre moussue. Sur la départementale 10, qui relie Versailles à Saint-Cyr-l'École, apparaissent deux maisons. Quelques carreaux ébréchés, des volets de guingois ; ces bâtisses branlantes sont les plus proches voisines de la résidence présidentielle. Dans ces communs du château de Versailles logent onze familles d'employés, loin des regards et très loin des normes modernes de confort. La Poulinière et La Ménagerie sont séparées par une cour en terre battue et un hangar, couvert de suie, où croupissent statues démembrées et outils de jardin. La Ménagerie, dont le nom rappelle l'ancien zoo royal, abrite quatre logements, chauffés au poêle à bois jusqu'en l'an 2000. Les fenêtres aux châssis en bois ferment mal. Les deux étages ne sont accessibles que par un escalier extérieur. Les jardiniers se sont résignés à ces âpres conditions de vie, sachant bien que leur salaire ne suffit pas à louer un deux pièces en ville. Depuis leur cour se voit nettement le toit de La Lanterne, refait à neuf en 2002, et ses trois cheminées. Qu'elle soit occupée ou vide, la résidence du Président est chauffée. Pour éviter regards et bavardages, la troisième maison de cet ensemble, le pavillon du Jardinier, dont une fenêtre indiscreète donnait sur la demeure, n'est plus occupée depuis qu'en 2014 son dernier locataire est parti à la retraite.

S'il est malvenu d'observer depuis ces maisons la résidence du président de la République, il est en revanche impossible de ne pas entendre le bruit des balles de tennis rebondissant sur le quick, le tintement des verres servis par les maîtres d'hôtel et, entre les éclats de rire, le souffle de la brise claquant dans la toile blanche des parasols en teck. De l'autre côté du mur, allongés à la nuit tombée

sur le talus autour de l'étang de l'Éléphant, les jardiniers du château partagent des bières. Aux beaux jours, si le vent ne risque pas d'incommoder leurs délicats voisins, ils grilleront des saucisses.

Juste après La Poulinière, à hauteur d'une désertique halte d'autobus, une palissade de bois blanc barre la route de La Lanterne. Depuis le pavillon de la Chouette, une étroite maisonnette de brique rose, les sentinelles veillent. Une nuit d'automne 1988, seul dans cette guérite, un policier se tue avec son arme de service. Le lendemain matin, le gardien de La Lanterne nourrit ses poules quand deux inspecteurs passent l'interroger. A-t-il entendu un bruit particulier ? Observé quelque chose ? Il n'a rien remarqué. Il est prié d'aller déposer au commissariat de Versailles, où il lui est rappelé combien on compte sur sa discrétion. L'affaire est sensible. Dans la journée, l'intendant de Matignon se déplace. Il renouvelle la consigne de silence. Michel Rocard vient d'être nommé Premier ministre : une publicité donnée à la mort soudaine de l'agent serait désastreuse. L'étouffoir s'organise. Le suicide du policier de La Lanterne demeurera secret, et la ronde de la garde endeuillée reprend.

Le pavillon de la Chouette dépassé – mouvement interdit à qui n'est pas l'invité de la présidence, ou précédemment celui du Premier ministre –, on roule à travers un bois, planté là sous Nicolas Sarkozy afin de ne pas laisser une étendue d'herbe à découvert. En avançant sur le chemin de terre, le bruit de la quatre-voies s'estompe. Le silence est épais. Une grille pleine en fer forgé clôt l'entrée. Elle est bordée de deux piles de marbre décorées de têtes de cerf. Des armes posées sous Louis XVI, qui les fit venir de la grille des Cerfs de la Ménagerie, afin de rappeler que le propriétaire de La Lanterne, le prince de Poix et duc de Noailles, occupe à son service la prestigieuse fonction de gouverneur des chasses. Ce qui se tient derrière cette grille opaque, les Français l'ignorent. Les rares personnes à connaître la maison sont celles qui y ont travaillé – quatre couples de gardiens sous toute la V^e République –, celles qui y ont servi – le mutique personnel de Matignon ou celui, guère plus bavard, de l'Élysée – et celles qui en eurent l'usage parce qu'appelées à gouverner ou élues pour présider, ainsi que leurs conseillers proches, leur famille ou leurs amis. À l'échelle d'un pays, cela fait peu de gens capables de décrire cette propriété, d'autant que ceux qui y furent conviés – pour s'y baigner, jouer au tennis, danser, dîner et, plus rarement, travailler – veillent à jouir en secret de ces souvenirs. Les sept cents employés du domaine de Versailles ne franchissent pas le mur d'enceinte. Jamais le maire de Versailles, le député de la circonscription, le préfet, ou même le président du château n'y furent reçus dans l'exercice de leur mandat ou de leur fonction. Aucun des jardiniers vivant de l'autre côté de l'enceinte, pour certains depuis trente ans, n'a poussé la porte du logement en rez-de-chaussée du gardien afin de lui rendre visite. Autrefois, le personnel du château était sollicité lors des grandes tontes ou pour l'élagage des arbres, mais l'intendance de la présidence a mis fin à cet usage, pourtant économique, dépêchant depuis Paris des salariés de l'Élysée ou bien payant une entreprise privée. Confidentiel Lanterne.

En 1944, le général de Gaulle récompense une des compagnies républicaines de sécurité, celle de Vélizy, une commune limitrophe de Versailles, qui s'est illustrée durant l'Occupation, en lui attribuant le numéro 1 et la protection des plus hauts personnages de l'État dans leurs résidences, leurs déplacements et leurs villégiatures. Soixante ans plus tard, les hiérarques de la police nationale comprennent que protéger un élu en plaçant devant sa porte un, deux ou trois policiers statiques vêtus de gilet pare-balles expose les fonctionnaires et n'écarte pas le danger. Il convient de

moderniser les méthodes de surveillance. La Lanterne est gardée comme le serait une maison de campagne, un peu isolée mais n'attirant guère les cambrioleurs. On a pu y croiser parfois des visiteurs égarés, dont un « Américain » photographiant à travers les vitres. Ce curieux touriste fut conduit jusqu'au pavillon de la Chouette, où un policier lui ordonna de lui remettre sa pellicule avant de le laisser – étonnante mansuétude – prendre la poudre d'escampette. C'est Jean-Pierre Raffarin, chef du gouvernement en 2002, qui accepte que sa demeure de week-end, peu fréquentée tant il lui préfère celle qu'il possède dans les Charentes, soit l'objet de ces nouvelles techniques. Lui et son épouse sont attentifs au bien-être des policiers de la Vélizy, s'inquiétant de leur soif ou de leur fatigue ; aussi, si des machines peuvent leur éviter de souffrir inutilement, eh bien, allons pour les machines. En accord avec l'armée, le « site » de La Lanterne est équipé de quelques caméras et d'écrans de contrôle grâce auxquels on limite le nombre de policiers présents. Lorsque succède en la demeure Dominique de Villepin, ce plan de modernisation est freiné. Si le Premier ministre adore courir avec les policiers de la CRS1, et s'il lui est arrivé de déambuler dans les couloirs d'hôtel en slip de bain devant les hommes en tenue, il renâcle pour autant à ce que La Lanterne soit placée sous caméras. Il les refuse près de la piscine, les écarte aux environs immédiats du tennis et ne veut pas en entendre parler aux abords de la maison. Le chef du gouvernement n'aime pas se savoir observé, et moins encore dans ce pavillon discret.

Tout change lorsque Nicolas Sarkozy s'attribue la demeure. Devenue résidence présidentielle, la maison cristallise soudain la vigilance des services de sécurité. Le commandement de la CRS1 n'est d'ailleurs pas mécontent de ce déménagement. Le château de Rambouillet, qui jusqu'alors servait de cadre aux week-ends des présidents de la République, était bien difficile à garder : son étendue épuisait les patrouilles et son accès en partie ouvert au public compliquait leurs missions. La Lanterne, petit espace clos de murs, se surveille plus simplement. En accord avec le GSPR, le Groupe de sécurité de la présidence de la République – une unité de la police et de la gendarmerie nationales –, et avec l'aval de l'armée, la Vélizy établit un programme de choc. La Lanterne est désormais interdite de survol par les petits avions de tourisme de l'aérodrome de Saint-Cyr, et « le circuit de fond de piste » calculé pour ne passer ni au-dessus de la maison, ni au-dessus des jardins. Une piste d'atterrissage pour hélicoptères est tracée à l'extrémité du parc, où elle voisine avec les friches de l'Inra. En déracinant, tondant et débroussaillant, on dégage au sol une clairière de pelouse rase. Ailleurs, le long du mur d'enceinte, sont plantées des rangées d'arbres hauts, afin d'empêcher plus encore les regards. Le jardin est quadrillé, comme l'écran d'une console de jeux vidéo, par des détecteurs de mouvements balayant le sol. La CRS1 installe une équipe de policiers dans un local voisin de la cuisine, une seconde dans un préfabriqué vert, monté sur trémières, près de la poterne ouvrant sur le domaine du château. Dans ce rectangle de tôle, jour et nuit, ces fonctionnaires d'élite ne perdent pas des yeux les images que leur envoient les caméras plantées tous les dix mètres sur le mur d'enceinte de la propriété. Certaines sont statiques, d'autres tournent à 360 degrés et toutes sont équipées d'infrarouges. Elles frémissent au moindre trottement d'une musaraigne. Le visiteur, égaré dans le domaine du château de Versailles, qui s'aventure à longer la résidence présidentielle, ne voit rien d'autre qu'un haut mur de pierre. Aucun policier ne patrouille, tout paraît endormi. Pourtant, s'il s'approche à moins de quinze mètres, une caméra le vise, le fixe et l'enregistre. Pas une bicyclette, pas un amateur de course à pied, pas un touriste qui n'échappe aux écrans de contrôle de la Vélizy. Ces images, tournées vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sont soumises à des mains courantes d'enregistrement, les policiers y notent par écrit tout ce qu'ils ont observé. Les documents sont conservés dans des valises dotées de clés de sécurité, remises à la hiérarchie. Si nul n'en fait la

demande, les fiches sont progressivement détruites.

Dans le parc de La Lanterne, à chaque heure du jour et de la nuit, vingt policiers travaillent par roulement de six heures. Si la maison est vide, une équipe de trois hommes fait le guet. Lorsque le Président y pose ses bagages, aussitôt l'effectif augmente et ils sont, au minimum, cinq policiers à assurer sur place « une vie normale à des gens anormaux », comme le confie l'un d'eux²³. Ce déploiement n'est toutefois que celui destiné aux périodes calmes, lorsque aucune menace terroriste, aucune agitation syndicale ne crispe les services. Si l'état-major considère que la protection du président de la République nécessite de plus grandes précautions, l'attention portée à La Lanterne est renforcée. On va jusqu'à poster des tireurs d'élite entre les marronniers d'Amérique et les pins de Corse, comme ce fut le cas le 28 octobre 2008, jour où Gordon Brown, Premier Ministre de Grande-Bretagne, vint ici rencontrer Nicolas Sarkozy pour tenter d'abrèger la panique boursière.

En dehors des quatre hectares, la sécurité est assurée par le préfet. Il veille au maintien de l'ordre en dépêchant des forces mobiles, distribuées de telle manière qu'elles forment un cordon autour de la résidence. Sous Nicolas Sarkozy, il n'est pas rare que cinq cars de policiers soient stationnés autour du parc, certains roulant dans le domaine du château, d'autres gardant ses abords. Ces mesures n'ont guère été du goût des jardiniers de La Ménagerie, agacés de devoir présenter leurs papiers d'identité à des policiers armés de fusils d'assaut chaque fois qu'ils regagnent leur domicile. Les deux cents mètres carrés de l'intérieur de la maison sont également sous haute surveillance. Les services de déminage passent, des équipes spécialisées vérifient les murs, les tapis, les tableaux, le mobilier. Et, bien sûr, les fréquentations du personnel attaché à la demeure.

Nicolas Sarkozy, ancien ministre de l'Intérieur, apprécie la Vélizy et manifeste à l'égard de ces hommes une attitude détendue. Si Cécilia Sarkozy n'a pas laissé dans leurs rangs des souvenirs euphoriques – d'autant moins que ses escapades secrètes au volant de sa Mini Cooper leur donnèrent des sueurs froides –, Carla en revanche sait s'en faire apprécier. Lors des vacances présidentielles au cap Nègre, où sa famille possède depuis plus de cinquante ans un château fortifié, la nouvelle épouse du président de la République leur fait porter des corbeilles de fruits et des provisions d'eau minérale fraîche. À La Lanterne, la nouvelle maîtresse de maison conserve ses manières, apprises depuis l'enfance, lorsque de nombreux domestiques servaient sa famille de riches industriels italiens. Carla sait y faire.

L'arrivée de François Hollande à La Lanterne modifie cette organisation. Le nouveau chef d'État sait que la CRS1 est commandée par des hommes qui ont servi sous son prédécesseur, pour autant, il reçoit cordialement les fonctionnaires, louant leur engagement républicain, qu'il a apprécié alors qu'ils assuraient la sécurité de sa campagne électorale. L'ancien premier secrétaire du parti socialiste, qui jamais n'a occupé de fonction gouvernementale, fait part de ses souhaits au commandement : « Un format simple, très simple. » Pas de cars de CRS, de patrouilles, de relèves, d'escortes lourdes, « surtout pas de spectacle », répète-t-il, soucieux d'apparaître, on s'en souvient, comme un président normal, ou bien, plus secrètement, attaché à conserver sa liberté de mouvements et de cœur. En accord avec le GSPR, La Lanterne est dépouillée des fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre à l'extérieur du parc. Les effectifs sur place sont revus à la baisse, les gardes allégées.

Bientôt, la sécurité du Président connaît ses premiers ratés, et, dès janvier 2014, après l'épisode funeste du Président photographié sur un scooter au petit matin dans la capitale, il est convenu d'en revenir au système prévalant sous Nicolas Sarkozy. Les effectifs reprennent d'assaut la demeure, les caméras tournent, les écrans enregistrent, les ondes balayent la pelouse. A ceci près qu'il est demandé à la Vélizy de rendre cette surveillance plus discrète. Il ne faudrait pas que les cars bleu marine fassent trop ronronner leurs moteurs, ni que les hommes armés patrouillent lourdement : cela nuirait à l'image débonnaire de la présidence. Le stratagème amuse les habitués du domaine de Versailles. Si, sous Sarkozy, ils devinaient l'arrivée du Président en découvrant les rangées de CRS autour du parc, sous François Hollande, rien de tel. Mais dans la bonne ville, sur les ruelles pavées du quartier Saint-Louis, aux abords du camp des Matelots, ils reconnaissent la floraison soudaine de dizaines de policiers en tenue. Ils savent que lorsque la nuit tombera sur la cité du Roi-Soleil, un cortège, précédé de motards en civil, filera, gyrophares éteints et sirènes à deux tons silencieuses, sur la départementale 10, surveillé par le service radio. Muette, la file de voitures s'engouffrera dans la cour d'honneur, les motards rejoindront la cuisine, l'aide de camp portera la mallette contenant le code nucléaire, les gardes du corps se déploieront. Déjà Josyane, l'épouse du gardien, postée sur le perron, les attend, lissant son tablier. Dans l'Algéco vert, près de la poterne, les CRS sourient. Du simple, du très simple.

Cette haute sophistication technologique paraît toutefois présenter des lacunes, si l'on songe qu'il est possible de prendre des photographies visant directement la chambre du premier étage, celle où dort le président de la République. Deux images en témoignent. Sur l'une d'elles, datée du 2 janvier 2008, on aperçoit nettement, le soir de son mariage, Nicolas Sarkozy se pencher pour montrer à son beau-père, Maurizio Remmert, le château de Versailles.

Sur une autre, publiée le 10 avril 2015, la silhouette de Julie Gayet, chemisier de soie légère, épais gilet sombre, les cheveux attachés, ferme la fenêtre. Entre les deux battants protégés de voilages, son visage. Si de telles photos sont possibles, un tireur ne pourrait-il pas, du même endroit, cibler la chambre ? Nos interlocuteurs policiers sourient. Dans le parc du château de Versailles, il y a un talus et sur ce talus, un grand arbre, et sur ce grand arbre, néanmoins facile à escalader, une branche épaisse. De là, les paparazzi peuvent parfaitement fixer au téléobjectif la fameuse chambre, ou tout du moins sa fenêtre. Les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ont pris des mesures télémétriques, grâce auxquelles ils n'ignorent pas que depuis cet arbre, avec un certain type d'appareil, il est en effet possible de prendre des photographies suffisamment nettes. Les présidents de la République séjournant à La Lanterne ont choisi de ne pas scier l'arbre et de ne pas couper la branche. Ils savent quand s'y tient un photographe, repéré par les caméras de surveillance. Ils peuvent donc monter – ou laisser leur compagne monter – prendre la pose et ainsi dévoiler ce qu'ils feignent de cacher. Qu'on se rassure, conclut notre interlocuteur, la cible est trop lointaine pour un tireur d'élite.

En 2015, sans que la mesure soit publiquement annoncée, la CRS1 est écartée de La Lanterne, dorénavant surveillée par cinq hommes de la garde républicaine qui s'y relaient toutes les vingt-quatre heures. L'Élysée met en avant la logique économique ; cinq gardes contre vingt policiers, le budget s'amointrit. Seulement, l'argument ne convainc que modérément la Cour des comptes, qui note « que le coût correspondant n'a pas été intégré dans le budget consolidé de la présidence mais

demeure supporté directement par le ministère de l'Intérieur²⁴ ». L'économie ne profitant pas aux finances de la présidence, comment comprendre que François Hollande ait ainsi mis fin à une tradition policière de plus de soixante années ? L'explication relève davantage de la psychologie. Quoique surveillé par la CRS1, ses promenades secrètes et escapades amoureuses ont été connues, alors il faut écarter cet organe de sécurité, afin de lui permettre de poursuivre, comme cela lui chante, ses chemins buissonniers. La Lanterne, l'ultime lieu où le chef de l'État peut échapper quelques heures aux indiscretions, aux regards et aux bavardages, doit demeurer secrète. Le refuge d'un homme qui voudrait cacher sa vie.

Chapitre 5

DES ENVELOPPES D'ARGENT LIQUIDE

La maison suscite des arrangements, donnant à croire que la République, lorsqu'elle se repose à l'ombre des bosquets, manque de scrupule. Les employés, astreints à demeurer sur place, en firent longtemps les frais. Si le gardien recevait chaque mois une fiche de salaire émise par les services de Matignon, il en allait différemment pour son épouse. Bien que celle-ci ait travaillé tous les jours dans la maison, elle n'a jamais signé de contrat, n'était pas déclarée et ne recevait pas de fiche de paie. À la fin du mois, le maître d'hôtel lui apportait une enveloppe contenant, en liquide, 2 500 francs. Pour les étrennes, on en ajoutait 1 500. L'épouse du gardien de la résidence du Premier ministre ne cotisait pas à une caisse de retraite, et ne connaissait pas les congés payés.

Quand le personnel avait besoin de faire des achats, Matignon donnait des billets. Fatigué de pousser ses deux tondeuses, une pour les allées étroites, une autre pour les surfaces plus larges, le jardinier avait un jour demandé à l'intendance d'acheter une tondeuse portée. Les services du Premier ministre refusent. À côté du parc, l'Institut national de recherche agricole cultive des champs expérimentaux ; l'un de ses employés propose alors au jardinier de La Lanterne de lui vendre un motoculteur, une vieillerie qu'il a entièrement retapée. Il lui réclame 3 000 francs. Tenté, le gardien en fait part à Françoise Fabius, qui lui promet son aide. Quelques jours plus tard, le maître d'hôtel de Matignon apporte la somme en liquide et, le samedi suivant, l'épouse du Premier ministre demande à admirer ce nouvel engin, félicitant le jardinier pour cette astucieuse combine.

En prévision de leur retraite, les deux gardiens avaient acheté un terrain à la campagne et souhaitaient y construire un pavillon. Leur demande de crédit est refusée par la Société générale, qui juge les garanties trop légères. Un seul salaire ne rembourse pas un prêt. Le gardien en parle à l'intendant de Matignon. N'est-ce pas malheureux que sa femme ait toujours travaillé au noir ? L'intendant le comprend, ô combien. Quelques semaines plus tard, invité à se rendre rue de Varenne, le gardien reçoit une enveloppe. Son prêt est accepté par le Crédit foncier, Matignon s'étant porté garant. Cette entorse stupéfiante au droit du travail cessera sous Lionel Jospin. Les futurs gardiens seront légalement employés.

La gestion de cette maison, propriété de la République depuis 1945, laisse pantois. Elle soucie peu les parlementaires, qui, à l'exception du député de l'Aisne René Dosière, ne s'intéressent

jamais au montant des dépenses publiques qu'elle requiert. Sous la V^e République, le coût de La Lanterne n'est abordé que quatre fois en séance à l'Assemblée nationale²⁵, et toujours par René Dosière. Les comptes de l'Élysée sont, depuis que Nicolas Sarkozy en a décidé ainsi, soumis à l'examen de la Cour des comptes. Pour vérifier la bonne utilisation de l'argent public, l'institution ne dispose que des informations que lui fournit – ou pas – la présidence. Se pencher un peu sur le sort financier et juridique de la résidence de Versailles assure donc quelques vertiges.

Si le fort de Brégançon, autre résidence de la présidence, relève du ministère de la Défense, La Lanterne appartient, elle, au domaine de Versailles. Affecté au Premier ministre, mais « occupé de facto par le président de la République depuis 2008 », comme le souligne la Cour des comptes²⁶, ce bâtiment est l'objet d'une convention entre France Domaine et le ministère de la Culture, la rue de Valois ayant compétence sur les monuments historiques. Pour ajouter à la clarté de l'ensemble, il convient de préciser que l'affectataire de La Lanterne est, depuis 2007, l'Élysée. Résumons : La Lanterne, dont les travaux sont payés par le ministère de la Culture, reste à la charge de Matignon, même si la présidence de la République l'occupe et que sa surveillance échoit au ministère de l'Intérieur. Une convention, datée du 15 octobre 2008, prévoit que Matignon paie, que l'Élysée dispose, puis que l'Élysée reverse à Matignon, d'ailleurs pas toujours à hauteur de la somme déboursée. Cinq ans après que cette demeure a été exclusivement mise à la disposition du président, « les crédits liés au fonctionnement du pavillon de La Lanterne sont toujours gérés par les services du Premier ministre. Ils n'ont pas été transférés à la présidence de la République, d'où le maintien de la procédure de remboursement²⁷ ».

En 2014, soit sept ans après que Nicolas Sarkozy s'en est attribué la jouissance, la résidence est enfin rattachée administrativement au domaine de l'Élysée par la loi de finances initiale²⁸. Sept années pour que le sommet de l'État mette de l'ordre dans ses affaires.

En 2008, le budget de fonctionnement de la maison s'élève à 200 000 euros. L'année suivante, à 153 000 euros. En 2010, à 180 600 euros, dont 85 000 couvrant les salaires des deux employés, astreints « par nécessité absolue de service » à résider sur place. En 2011, la somme globale est de 200 000 euros, dont 91 064 en dépenses de personnel. En 2013, soit un an après l'élection de François Hollande, La Lanterne coûte à la collectivité 175 093 euros de fonctionnement et 110 000 euros de salaires. En 2014, le député Dosière note que la maison est rattachée à la présidence pour un coût annuel de 260 000 euros. Soit une augmentation des dépenses de fonctionnement, salaires compris, de plus de 25 % en six ans. Le député de l'Aisne dit « ne pas savoir exactement ce que recouvrent les frais de fonctionnement » et ignorer « les grands postes de dépenses ». Postes auxquels il faudrait, si tant est qu'on souhaite tenir une comptabilité précise, ajouter le coût de la sécurité présidentielle sur place et celui des frais de bouche lors des réceptions privées. Il n'en est rien.

« En 2015, apparaît une ligne budgétaire d'investissements de 330 000 euros de travaux, travaux dont la nature n'est pas précisée », observe encore le parlementaire²⁹. Une sacrée somme, équivalant à plus d'une année de budget annuel. La présidence de la République n'a pas souhaité expliquer à quoi correspond cette ligne d'investissements. À Versailles, le chef de l'État se repose, il se promène, il se délasse, il reçoit et, surtout, il dépense sans rendre compte. La République et son exigence de transparence comptable ne franchissent pas le mur d'enceinte du pavillon du prince de

Poix.

Chapitre 6

DES SONNETTES POUR LES DOMESTIQUES

Je ne suis jamais entrée dans cette maison et il est probable que je n’y serai jamais conviée. Comment décrire un endroit qui se dérobe à notre curiosité ? Eh bien, comme on le ferait d’une personne qui refuserait de vous rencontrer ; en lisant tout ce qui a été écrit à son sujet, en contactant ses amis comme ses ennemis, en multipliant les témoignages, en les vérifiant, en les opposant, en luttant contre les oublis, les enjolivements. S’esquisse ainsi une silhouette que des témoins colorient, dont ils remplissent les espaces et accentuent les lumières. La Lanterne, personnage de la vie politique française, s’est pliée à l’exercice, grâce à la mémoire des dizaines de personnes qui ont accepté de la décrire et, pour certaines, même, de croquer sur un bout de papier son plan. Si l’agencement des pièces est une donnée objective, donc peu susceptible de varier selon les récits, il en va autrement de la taille, de l’esprit, du confort de cette maison, dont l’appréciation varie selon ses occupants, leurs humeurs, leur carrière, l’état de leur couple et celui du pays qu’ils dirigent... Madeleine Malraux la trouvait spacieuse, Michèle Rocard trop petite ; Édouard Balladur souffrit de son silence, Sylviane Jospin ou Marie-Laure de Villepin gardent le souvenir d’une maison riante. La Lanterne reflète les tourments de ses hôtes.

Ces récits nous permettent de décrire ce bâtiment, qu’un conservateur du château, Gaston Brière, juge en 1920 « gentil mais assez insignifiant artistiquement³⁰ » ; laissons toutefois au journaliste de *Toutes les nouvelles de Versailles* le soin de décrire les lieux. Le 5 février 1959, l’hebdomadaire annonce que le général de Gaulle, tout juste élu président de la République, aurait choisi de s’y installer. Cette information, démentie par la suite, incite la rédaction à s’intéresser à cette « demeure, l’une des plus délicates et sans doute la moins célèbre des dépendances du domaine royal de Versailles ». Le plus drôle – ou le plus inquiétant –, c’est qu’en 1959, déjà, obtenir des renseignements sur cette propriété de la collectivité nationale se révèle compliqué. « Nous nous sommes heurtés à tous les étages au mutisme le plus courtois mais le plus hermétique, écrit José Blariaux, il faut s’approcher de la grille qui en défend l’accès pour se rendre compte de l’ampleur de ce pavillon à un étage qui, au fond d’une grande cour agrémentée de parterres, s’étend à droite et à gauche et rejoint par deux courtes galeries deux bâtiments sans étage bordant les deux autres côtés de cette cour. C’est de là aussi et de là seulement qu’on peut apprécier la gracieuse harmonie de cet ensemble du plus pur Louis XVI aux lignes simples et parfaitement accordées. L’ornement y est rare

mais d'une exquise qualité : minces guirlandes de roses aux linteaux des fenêtres, balcons aux ferronneries légères, modillon à tête d'enfant au-dessus de la porte d'entrée. Seul le fronton central a bénéficié d'un luxe décoratif exceptionnel. Une grande coquille Saint-Jacques en occupe le milieu, flanquée de part et d'autre de cornes d'abondance. Il est étonnant, vu l'importance donnée dans cette façade à cet attribut, que ce logis n'ait pas été baptisé « pavillon de la Coquille ». Car de lanterne, il n'est question nulle part. » N'en déplaise au reporter, la présence d'une coquille Saint-Jacques n'est en rien signifiante – l'ornement était commun dans les constructions de cette époque –, mais sa présence pose la question du nom. Pourquoi Lanterne ? André Malraux, qui occupa sept ans ces lieux auxquels il voua une passion ravageuse, écrit dans ses mémoires : « La Lanterne est un château minuscule, puisque lanterne, en architecture, s'applique à des pièces éclairées des deux côtés³¹ ». Seulement, comme le note l'historien Fabien Oppermann, « le terme dans ce sens n'est pas connu par les encyclopédies et dictionnaires d'architecture³² ». Il est plus vraisemblable qu'elle ait été ainsi baptisée parce qu'elle fut décorée, dès sa construction, du lanternon qui couronnait le pavillon de la Ménagerie. D'ailleurs, un mois après que José Blariaux a annoncé le séjour à Versailles du général, dans son édition du 5 mars 1959, l'hebdomadaire publie le courrier d'un médecin retraité, Pierre Vernier, confirmant cette hypothèse. « Ce pavillon, je l'ai connu étant très jeune en accompagnant mon père chez un Américain installé en France, directeur du *New York Herald*, qui avait fondé une coupe pour les ballons sphériques et qui était un grand ami de la France, M. Gordon-Benett. La propriété était merveilleusement entretenue. Il y avait à l'entrée une grande lanterne supportée par une sorte de potence. »

La demeure est construite en U autour d'une cour gravillonnée, bordée de haies de buis et de troènes, dans laquelle quatre carrés de pelouse forment une figure géométrique. Dans le bâtiment principal, appelé « le central » par les domestiques, réside l'hôte des lieux. Chaque pièce est équipée d'une sonnette. Reliées à un panneau lumineux installé dans l'office, celles-ci font clignoter des ampoules, indiquant au personnel où il est attendu pour recevoir des ordres. L'entrée, décorée d'un pavage de damier en marbre noir et blanc propre aux hôtels particuliers XVIII^e de Versailles, abrite l'escalier tournant vers l'unique étage. Cette entrée permet de rejoindre le jardin directement depuis la cour. À gauche, le salon. Autour d'une table basse en Plexiglas, un canapé trois places et quatre fauteuils en tissu « indienne rose et bleu sur fond blanc d'inspiration champêtre », comme le décrit le conservateur du Mobilier national. Le tissu appartient aux collections de la maison Braquenié, une manufacture créée en 1824, fournisseur des maisons royales européennes. Deux guéridons complètent l'ameublement, dont la décoration rappelle furieusement celle d'un manoir anglais. Au-delà du salon, le bureau, qui sous Malraux servait de fumoir. Quelques fauteuils de style Empire, recouverts de velours vert, entourent un bureau Louis XVI. Trois lignes de téléphone fixes – une pour l'extérieur, une reliée à l'Élysée et la dernière à Matignon.

À droite de l'entrée, la salle à manger et son office. Entre huit et dix convives peuvent prendre place autour de la table ovale sur les chaises Empire, « portant l'estampille des frères Jacob³³ », ébénistes parisiens renommés du Consulat. Le parquet à la Versailles éclaire l'ensemble d'un chaleureux ton miel, la lumière entre à flots grâce aux sept portes-fenêtres se faisant face. Il n'est pas inutile de préciser que La Lanterne ne compte aucun couloir dans « le Central ». Ses pièces se succèdent en enfilade. Toutes les personnes pouvant entendre les conversations sont visibles. Cette particularité incite à converser librement ; on ne doit pas craindre – contrairement au quotidien des palais nationaux – d'être écouté sans le savoir. L'habitude est si plaisante qu'elle autorise les

débordements, dont se délecte le personnel, commentant, à l'ombre de l'aile de service, la colère de Laurent Fabius, informé par téléphone d'une confuse histoire concernant un bateau en Nouvelle-Zélande, ou de celles, plus intimes, qui déchirent les époux Rocard.

Dans l'aile droite de la demeure, la cuisine, cinquante mètres carrés équipés de fourneaux et d'instruments modernes. Puis vient la Laiterie, pièce décorée de panneaux de marbre aux teintes rosées et d'une vasque pour recueillir le lait. Cette salle est l'héritage d'une mode du XVIII^e, lorsque la Cour se piquait, à l'instar de Marie-Antoinette, de jouer à la fermière en faisant cailler son lait et transpirer ses fromages. À La Lanterne, on ne tourna jamais le lait ribot, mais on conserve au frais les bouquets de fleurs, les paniers de fruits ou les caisses de champagne. Après la Laiterie, l'écurie, transformée sous Malraux en « écuriethèque ». Le ministre des Affaires culturelles de De Gaulle obligeait, chaque dimanche, son épouse pianiste, Madeleine, et Alain, le fils de celle-ci, à ranger dans l'ordre alphabétique les piles de livres reçus. Depuis, les lignées d'étagères en bois brut ont été enlevées, et d'ailleurs la maison ne contient aucune bibliothèque, à croire qu'on n'aime point y lire. Enfin, le garage où, faute de voitures, est installée une table de ping-pong, sur laquelle Nicolas Sarkozy défie ses invités, s'étonnant, en riant de bon cœur, que le paparazzi Pascal Rostain, ami de sa femme Carla, ne le laisse pas gagner.

Dans l'aile gauche, le grand salon, dit « le salon vert ». Bien que l'ensemble soit gracieux, on est loin du décorum de la pièce éponyme à l'Élysée. Décoré d'un « élégant secrétaire Louis XV », de fauteuils, d'un canapé, également à motif floral sur fond blanc, la salle accueille un piano à queue, sur lequel Michèle Rocard faisait répéter ses fils. Madeleine Malraux y a, de son temps, installé son piano à double-clavier renversé en acajou cèrusé. Un prototype présenté à l'Exposition universelle de 1937, dont la musique exaspère son époux. Le salon vert est la plus vaste pièce de la maison. Orientée vers l'ouest, la salle est sombre. Il arrive qu'elle serve de salle de réception, quand on danse ou quand on se marie.

À l'extrémité gauche, le logement de fonction du gardien et de sa famille. Contrairement au reste de la résidence, dont les murs passèrent au fil des ans – et des toquades de ses occupants – du vert olive au framboise écrasée, du jaune paille au blanc plus contemporain, cette habitation n'a jamais été repeinte lors des travaux de réfection, réguliers, de la maison principale. Quand Christian, le gardien qui y fut affecté de Michel Debré à Jacques Chirac, part en retraite en août 1976, son successeur fait observer à l'officier de marine, responsable de l'intendance de Matignon, que les murs, salis par les ans, s'écaillent. On lui fait livrer cinq pots de cinq litres de peinture et un assortiment de colorants.

Au premier étage, chambres et salles de bains. Dans l'aile droite, celles où dorment les officiers de sécurité et le personnel ; dans l'aile gauche, les trois chambres mansardées des invités. Leur modestie impose que ceux qui y résident soient dans les meilleurs termes, ou de la même famille, puisqu'elles communiquent entre elles. Le sol est recouvert de moquette. La salle de bains dispose d'une vieille baignoire, qui, comme le lavabo, n'est pas équipée d'un mitigeur mais de deux robinets. Dans le corps principal, les deux chambres du président de la République. Une petite, une plus grande. Raymond Barre y reçoit un lit, qu'il faut démonter à son départ, puis descendre à la poulie par la fenêtre, son châssis ne pouvant passer dans l'escalier. Pierre Mauroy, son successeur à la tête du gouvernement, étant doté d'une stature imposante, il faut à nouveau apporter un lit ad hoc. Lorsqu'en juillet 1984 le Premier ministre socialiste et son épouse Gilberte saluent une dernière fois, dans sa cuisine, le couple de gardiens, lui confiant « bientôt quitter la place », un camion passe chercher le lit et le matelas coupé sur mesure. Un lit neuf est livré pour Laurent Fabius et sa femme.

Il n'est pas déplaisant de songer que, depuis lors, c'est dans le même lit, sur le même oreiller et sous la même couverture, que Fabius, Chirac, Rocard, Édith Cresson – une seule nuit –, Bérégovoy, Balladur, Juppé, Jospin, Raffarin, Villepin, Sarkozy et Hollande dormirent, rêvèrent et peut-être connurent quelques cauchemars. Longévité de la literie républicaine, désespérément muette.

Chacune de ces deux chambres est équipée d'une salle de bains, avec un bidet voulu par Madeleine Malraux, et une baignoire, si étroite que Pierre Mauroy peine à s'y allonger et Dominique de Villepin à y caser ses jambes. Pas de douche à La Lanterne. À côté de chaque chambre, une pièce exiguë, destinée aux officiers de sécurité, mais que le désir d'intimité transforma en débarras, où s'entreposent valises, raquettes et chaussures de sport. Pour se consoler de la moquette beige au sol, les grandes fenêtres plongent sur le parc. En se penchant légèrement au-dessus du corps de garde et en tournant son regard vers l'est, on peut, en hiver, lorsque les arbres sont nus, apercevoir le château de Versailles. Ivresse de ce voisinage.

Chapitre 7

LA FOLIE DU PRINCE DE POIX

La jolie bâtisse xviii^e commence son existence sous le signe, prophétique, du caprice de Cour. Le prince de Poix est un personnage, sous Louis XV, « le maître tout-puissant du domaine³⁴ ». « Gouverneur et capitaine de chasses, villes, châteaux et parcs de Versailles, Marly et dépendance », l'aristocrate mène grand train. Ses appointements sont élevés (300 cordes de bois, 2 000 livres de bougies, 3 000 de chandelles, 1 200 muids de charbon et 26 000 livres annuels). Il représente le roi dans tout le domaine, occupant la première place aux cérémonies religieuses et aux processions, et il bénéficie d'un avantage précieux : un appartement dans l'aile droite du château de Versailles. Logement pratique pour l'épouse du prince de Poix, première dame d'honneur auprès de la reine. Hélas, cet apanage ne suffit pas au prince. Il enrage de ne pas disposer d'un jardin, agrément dont profitent les grandes familles de la Cour, et s'en plaint. En 1756, Louis XV lui octroie un terrain dans « son » propre jardin, à l'extrémité du petit parc : quarante-neuf mille mètres carrés au bout de l'allée de la Tuilerie, à droite de l'ancienne mine de la Sablière et du pavillon de la Girafe de la Ménagerie.

Le gouverneur du roi fait bâtir une maison pas très grande, ni très haute, modeste au regard de son rang. L'emplacement suffit à témoigner du privilège. L'architecte auquel le prince de Poix passe commande est inconnu. Dans les archives, un unique plan, daté de 1787, recommande quelques modifications, qui aboutissent à la disposition actuelle des lieux³⁵, à l'exception des petites galeries reliant le corps central aux deux ailes. Ce plan n'est pas signé. Si l'adresse, en lisière du domaine royal, est auguste, le voisinage immédiat l'est moins. La Ménagerie, repeuplée pour amuser Louis XV enfant d'un tigre, de paons, de pélicans, d'autruches, de gazelles, d'un rhinocéros, d'ours, de singes, et d'un aigle offert par les Noailles, dépérit. Le buffle agonise, l'éléphant meurt, le lion se languit. Les cris des animaux affamés déchirent la nuit, des nuées d'insectes infestent le ciel et, dans le jardin de La Lanterne, les promenades se font rares tant les odeurs sont pestilentielles. Le duc de Noailles réclame au roi des travaux, supplique que le monarque dédaigne. Le propriétaire de La Lanterne regrette d'avoir exigé pareille gratification. Le caprice devient supplice.

Le gouverneur des chasses ne profitera que brièvement de sa maison, lui assignant d'emblée le sort qui sera toujours le sien : être une résidence de passage. Bientôt gronde la Révolution. Ironie funeste, c'est en hurlant dans les rues ensanglantées de la capitale « ah ça ira, ça ira, ça ira, les aristocrates à la lanterne », que les révolutionnaires exécutent à tout-va. Le prince de Poix

n'entendra pas le nom de sa maison scandée comme un appel au meurtre, car, tandis que les Parisiens affamés dévorent les hôtes de la Ménagerie, le noble personnage émigre en Suisse, abandonnant sa résidence et son épouse, qui mourra sur l'échafaud en 1794.

À la Restauration, aucun héritier des Noailles ne le réclamant, Louis XVIII récupère le domaine afin d'étendre son terrain de chasse. La maison disparaît des annales. Louée au début du xx^e siècle à diverses fortunes américaines, elle entre en 1945 dans la liste des résidences républicaines³⁶. Endommagé par des bombardements aériens, le pavillon est restauré par les services d'architecture du château de Versailles. « Ce charmant rendez-vous de chasse pourra bientôt être accessible au public³⁷ », annoncent-ils. Il n'en sera rien.

Chapitre 9

LES ORTEILS ET ORTIES DE THOMAS FABIUS

À l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle en 1958, se pose la question de l'affectation du pavillon de La Lanterne. Le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chaban-Delmas, tout comme le Premier ministre, Michel Debré, le convoitent. Le général l'accorde au second, instaurant l'usage de cette résidence comme pavillon de villégiature des Premiers ministres. Ravi de bénéficier d'une maison secondaire proche de la capitale, bien plus facile d'accès que la propriété familiale d'Amboise, en Touraine, Michel Debré prie son épouse Anne-Marie, dite « Ninette », de visiter les lieux³⁸ en compagnie de l'architecte du domaine de Versailles, Marc Saltet. La maison est dans un état déplorable : planchers pourris, murs moisissés, peintures écaillées, tentures humides, parc envahi d'herbes folles. Fille d'architecte, Anne-Marie Debré accompagne les travaux, grâce auxquels le pavillon sera, trois ans durant, réhabilité. Des tentures de shantung sont accrochées aux tringles, tous les sièges tapissés de velours de lin bleu Nattier et de coton côtelé jaune³⁹. Des meubles Empire sont empruntés aux collections du château de Versailles et à celles de l'Élysée. La famille du Premier ministre prend ses quartiers. Les quatre fils apprécient l'endroit, où ils peuvent, bien plus gaiement qu'à Matignon, taper le ballon, gesticuler et se lancer dans des courses de motocyclette. Les Debré ne viennent pas seuls à La Lanterne. Les accompagnent des chevaux, conduits en van depuis l'École militaire, à Paris, jusqu'à Versailles. Le Premier ministre demande en outre que soit installé, dans un champ voisin, un manège, afin de monter en reprise. Rejoints par leur cousine germaine, Sophie Durand-Gassel, les fils Debré galopent dans le parc du château. Mais La Lanterne n'étant pas assez spacieuse pour qu'ils puissent inviter tous leurs amis à y passer la nuit, les garçons s'en lassent peu à peu. Obligés de partager la même chambre, et surtout un unique tourne-disque, les jumeaux Bernard et Jean-Louis s'y disputent. Ils ne cesseront jamais plus.

Le couple Debré reçoit à déjeuner trois week-ends sur quatre, le dernier étant dévolu à l'intimité familiale. Il est alors convenu que leurs fils déjeunent en cuisine, après quoi ils sont invités à saluer les invités au moment du café pour disparaître de nouveau et – espère leur mère – réviser leurs leçons sans bruit. En avril 1960, Ninette Debré annonce à ses enfants une visite exceptionnelle ; le premier secrétaire de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, assistera en compagnie du président des États-Unis, Dwight Eisenhower, au sommet Est-Ouest de Paris, en marge duquel est prévu un déjeuner à La Lanterne. On rit d'accueillir dans la résidence princière du gouverneur des chasses du

roi de France le commissaire politique et ancien conseiller de Staline, et les garçons arrachent à leur mère l'autorisation de tondre leur caniche de telle sorte que ses poils dessineront une faucille et un marteau. La perspective de présenter au chef d'État soviétique un chien rasé aux armes du parti communiste les enchante. Hélas, la tonte n'aura pas lieu. Le 1^{er} mai, un avion espion américain U2 est abattu au-dessus de l'Union soviétique ; l'incident entraîne l'annulation du sommet de Paris et du déjeuner à La Lanterne.

Ces fous rires adolescents seront, avant bien longtemps, les derniers à résonner dans la demeure républicaine. Alain Pompidou a 20 ans quand son père, Georges, succédant à Michel Debré, devient Premier ministre, en avril 1962. Il ne connaîtra pas La Lanterne. Pompidou accorde ce bénéfice à André Malraux, ministre des Affaires culturelles, dont l'appartement en duplex de Boulogne a été, deux mois auparavant, en février 1962, ravagé par un attentat à la bombe qui a rendu aveugle la fille des propriétaires. André Malraux vit à cette époque avec sa seconde épouse, Madeleine, la veuve de son frère Roland, et le fils de celle-ci, Alain. Ce dernier révise pour la seconde fois son baccalauréat, quand, un matin, son oncle et père d'adoption quitte le domicile, sa serviette sous le bras, lançant à la cantonade : « Je ne rentrerai pas ce soir, la voiture passera, vous me retrouverez à La Lanterne. » La Lanterne ? Madeleine et Alain découvrent, le soir venu, leur nouvelle maison, « une dépendance du château de Versailles⁴⁰ », croient-ils. Étrangement, c'est par une semblable histoire de voiture qu'ils comprendront, trois ans plus tard, en être chassés. Le 19 décembre 1964, André Malraux quitte tôt la résidence. Une voiture est passée le prendre pour le conduire à la cérémonie du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, où il doit prononcer l'oraison funèbre du héros de la Résistance. Madeleine et Alain s'apprêtent à l'y rejoindre. Hélas, écrit l'épouse répudiée, « j'apprends qu'aucune voiture n'est prévue pour Alain et moi. Je décide que nous prendrons un taxi depuis Versailles. Nous avons appelé la borne et attendu et rappelé et attendu⁴¹ ». Bientôt, Madeleine et son fils s'installeront avenue Montaigne, pour vivre « une vie loin du château ».

En cet été 1962, La Lanterne accueille une famille décimée. Un an plus tôt, Vincent et Gauthier, les deux fils d'André Malraux, partis réviser leur bachot sur l'île de Port-Cros, se sont tués dans un accident de voiture. Ivre de douleur, buvant trop, le visage dévoré de tics, leur père arpente, cigarette aux lèvres, le parc de La Lanterne, caressant ses deux chats portés sur l'épaule. Il interdit la musique, déjeune en silence et ne reçoit personne, à l'exception d'une visite du général de Gaulle et de son épouse, annoncés ce 28 août 1963 à l'heure du thé, et lors de laquelle le jeune Alain est prié de se cacher afin de ne pas perturber « le monument historique⁴² ». Quelque temps plus tard, son fils ayant obtenu son baccalauréat, Madeleine demande à André la permission d'organiser ce qu'on nomme alors « une surprise-partie ». La permission est accordée. « Ils ne sont pas encore arrivés qu'André s'est déjà enfermé dans son bureau. [...] Une absence omniprésente⁴³ », déplore la mère d'Alain, ce 11 juin 1964. Le tourne-disque est installé dans le jardin, et une nuée de jeunes gens s'égaie à travers les arbustes, dansant sur la terrasse. Alain s'amuse, oubliant en ce vingtième anniversaire le poids du deuil familial, quand il tourne le regard vers la fenêtre du premier étage⁴⁴. Fumant derrière les rideaux tirés, la silhouette sombre de son beau-père, qui a exigé de rester cloîtré, refusant même de saluer la cinquantaine d'invités. André Malraux, père de deux morts, ne peut supporter de voir rire son fils adoptif. « En dehors de La Lanterne, plus rien ne le satisfait », écrit Madeleine.

Lorsque Jacques Chirac est nommé Premier ministre, en mai 1974, ses filles, Laurence et Claude, ont 16 et 12 ans. Dans le jardin versaillais, dont elles ne peuvent sortir pour retrouver leurs copains parisiens, l'été se traîne. Michel Rocard n'a pas encore fait construire le tennis ni la piscine, et les activités manquent pour égayer les adolescentes, qui se mettent en tête d'apprendre à conduire sur le motoculteur du jardinier. Celui-ci, Christian, refuse, arguant qu'un accident est vite arrivé. Jacques Chirac trouve la parade en l'invitant à partager pastis ou Martini sur la terrasse. Tandis que les deux hommes fument des Gauloises sans filtre, que le jardinier est allé acheter, au petit matin, rue de l'Orangerie, avec la presse du jour, les filles Chirac profitent de la diversion pour mettre en marche le tracteur, qu'elles dirigent tant bien que mal, riant et cahotant, sur les pelouses.

Un soir de la fin août 1976, le maître d'hôtel prévient le Premier ministre qu'un appel téléphonique de l'Élysée l'attend dans son bureau. Jacques Chirac apprend qu'il est remplacé par Raymond Barre : on le prie de quitter au plus vite La Lanterne. Ses filles l'écoutent négocier pour obtenir qu'une voiture passe les chercher. Elles ignorent qu'elles reviendront ici dix années plus tard. Pour l'instant, il leur faut rassembler leurs affaires, remplir les valises et faire leurs adieux à Christian, au tracteur, à l'été insouciant.

Près de vingt années s'écoulent avant que le pavillon ne reçoive de nouveau des enfants en âge de jouer, de réclamer ou de s'ennuyer. En juillet 1984, Victor Fabius ne sait pas se tenir debout et son aîné, Thomas, n'a pas encore soufflé ses trois bougies lorsque leur père Laurent, 37 ans, est nommé à Matignon par François Mitterrand. Françoise Castro, son épouse, productrice de cinéma, s'est attaché les services de deux nurses, chacune ayant la garde d'un fils. Les gouvernantes du chef du gouvernement socialiste surveillent les garçons que l'été dans le parc enchante. Jamais de si petits enfants n'ont vécu ici. Dix ans plus tard, Clara Juppé apprendra à marcher sur le gravier de la cour d'honneur.

Le gardien-jardinier prend son repas dans l'aile gauche, quand le maître d'hôtel le fait quérir. Il interrompt son déjeuner, accourt jusqu'à la cuisine, où le valet l'informe que « madame » souhaite lui parler. L'employé se présente à l'entrée principale, il est invité à patienter. Françoise Fabius arrive du salon où elle bavardait avec une amie. Sa mine courroucée annonce un orage. D'un ton impérieux, l'épouse du plus jeune Premier ministre que la France ait connu lui fait savoir qu'elle est mécontente de ses services. Oui, mécontente. Le jardinier, écarquillant les yeux, se triture les mains. Le drame est d'importance : Thomas a marché dans des orties et, comme il portait des sandales, laissant à découvert ses orteils potelés, il s'est piqué. L'enfant a pleuré. Invité à présenter des explications, l'homme répond qu'il a tout tondu la veille, arguant qu'il ne lui est pas possible de passer la faux chaque jour dans les sous-bois, se risquant même à ajouter que la nurse aurait pu veiller à ce que le garçonnet ne pose pas son pied n'importe où. Françoise Fabius fait aussitôt convoquer la nurse de Thomas et emmène ses deux employés jusqu'à la scène du crime. En effet, à l'extrémité du parc, dans un sous-bois, des orties de deux centimètres de haut tendent avec insolence leurs feuilles velues. Confronté à sa négligence, le jardinier est sommé de faucher immédiatement. Sur le chemin de retour vers la maison, Mme Fabius rompt le silence : « J'ai de l'estime pour vous, mais vous avez mauvais caractère, vous répondez. »

Françoise Fabius vient rarement sans compagnie, tant les distractions sont plutôt rares. Ses amies, et leurs enfants aussi jeunes que les siens, ont également des nurses à leur service. La compagnie adore jouer dans la cour gravillonnée, creusant des rigoles, assemblant des tours de cailloux et

traçant à l'aide d'un bâton des formes dans le gravier. Quand les petits sont au bain, le jardinier ratisse derrière eux. Chaque jour, celui-ci ramasse des emballages de bonbons, des débris de coloriage déchiquetés. Apercevant un soir une des gardes d'enfants, l'employé lui en fait la remarque, la prie de veiller à ce que ses petits maîtres cessent de jeter des papiers. Quelques jours plus tard, la famille Fabius et ses invités, servis à table par les valets en tenue sombre, déjeunent. Dehors, le jardinier nettoie les allées entre les rangées de troènes et de buis. Soudain, il trouve un billet de cinquante francs, plié en quatre et dissimulé dans le massif. La main tremblante, il le saisit, le déplie, puis, le tenant entre ses doigts, il s'avance jusqu'à la porte-fenêtre de la résidence, agitant la coupure au bout de son bras. La famille Fabius poursuit son repas. Il se rend jusqu'aux cuisines où il tend les cinquante francs au maître d'hôtel, lui indiquant que quelqu'un a dû l'égarer. Il refuse de croire qu'une nurse ait pu lui tendre un piège aussi vulgaire.

Ce gardien et son épouse ont trois enfants, scolarisés en maternelle et en primaire dans une école publique de la commune. Sur un lopin qui lui est dévolu, transformé par ses soins en potager et dans lequel Françoise Fabius l'a prié de faire pousser des framboises – ses enfants les adorent –, l'employé a installé une balançoire. Les petits Fabius l'ont repérée et réclament à leurs nurses d'y jouer. Les enfants du jardinier partagent volontiers, ils aident les petits à grimper sur la nacelle, leur indiquent comment tenir les cordes et basculer leur torse en pliant et dépliant les jambes. Les nurses laissent faire, contentes de trouver une occupation pour leurs protégés. Quelques jours plus tard, un camion franchit la grille aux Cerfs. Il livre une balançoire neuve. Celle des enfants du Premier ministre. Désormais, chacun disposera de sa balançoire. Les enfants du chef du gouvernement socialiste et leurs invités ne fraieront plus avec ceux du personnel, dont ils dégusteront en revanche les framboises.

Un après-midi, le maître d'hôtel toque à la porte du logement de garde pour annoncer que « Madame » invite leurs deux filles et leur fils à partager le goûter de ses garçons, servi sur la terrasse. L'invitation est de courte durée ; Rodolphe, le petit garçon du gardien, renverse son orangeade. Mme Fabius s'emporte, provoquant la fuite du bambin, qui détale à toutes jambes pour retrouver sa mère.

Laurent Fabius travaille beaucoup, ne rejoignant parfois La Lanterne, où sa famille l'a précédé, qu'aux premières heures de la nuit. Lorsque sa voiture de fonction approche, l'agent de faction au pavillon de la Chouette téléphone au gardien pour le prier d'ouvrir la grille, que le Premier ministre franchit, vitres baissées, s'excusant d'un si brutal réveil au motif, glisse-t-il, souriant, qu'il ne souhaitait pas interrompre le sommeil de son épouse. Le dimanche, il réserve quelques heures à ses garçons, lors de longues promenades à travers le domaine du château. Et, chaque dimanche, Thomas et Victor lui réclament de marcher jusqu'à l'entrée côté boulevard de la Reine car, là, sur une vaste pelouse, paît un troupeau de moutons. Juchés sur les poteaux de bois, les petits s'ébaubissent. Ils voudraient les caresser, s'en approcher, les toucher. Laurent Fabius leur explique que c'est impossible, car l'enclos est grillagé, mais ses garçons manifestent les caprices de leur âge. Ils insistent jusqu'à ce que le Premier ministre fasse mander le jardinier en chef du château de Versailles, le prie de faire ouvrir un grillage et de conduire ses fils jusqu'aux moutons. À Versailles perdurent les lubies de Marie-Antoinette.

En mars 1986, la première cohabitation ramène Jacques Chirac à Matignon et à La Lanterne, où Bernadette se fait annoncer pour une visite durant laquelle, vêtue d'un tailleur Chanel bleu et beige

et accompagnée d'une amie, elle prie la gardienne de servir le thé au salon. Lors de ce second mandat, les époux Chirac viendront peu dans la résidence de villégiature, où leurs séjours sont pourtant appréciés du personnel, tant l'un comme l'autre – lui débonnaire et chaleureux, elle attentive et organisée – le traitent avec égard. Claude Chirac, leur fille cadette, est désormais une jeune femme, diplômée de Sciences-Po, qui poursuit des études d'économie à Assas et s'apprête, deux ans plus tard, à rejoindre l'agence de publicité Euro-RSCG, que codirige Jean-Michel Goudard, un fidèle conseiller de son père. Elle apprécie plus La Lanterne que lors de son dernier passage, où seul le tracteur interrompait son ennui adolescent. Nombreuses sont les fins de semaine où, sans que l'intendance ait été avertie ou sollicitée, la fille du Premier ministre s'installe à Versailles.

Accompagnée d'amis, elle arrive au volant de sa voiture. Trois copains suivent. Ils apportent des provisions, ils ne demandent pas qu'on les serve ni qu'on leur prépare les chambres. Ils passent là les week-ends, écoutant de la musique, dansant au salon ou bavardant sur les pelouses. Ils cuisinent leurs repas dans l'office et veillent jusqu'à l'aube. La Lanterne est à la fête. Une nuit, Claude Chirac frappe à la porte du logement du gardien. Son ami, explique-t-elle, n'a plus d'essence dans son scooter, or, il doit rentrer à Paris. N'y aurait-il pas quelque part de quoi lui permettre de rejoindre la capitale ? demande-t-elle, poliment. L'employé les rejoint dans la cour, il questionne le motard – mélange ou pur ? – puis apporte un jerrican avec lequel il remplit le réservoir. Pour le remercier, Claude lui tend un billet de dix francs. Le gardien s'insurge. « Mademoiselle, ce n'est pas possible, c'est l'essence de l'État, je ne peux pas prendre cet argent. » Claude comprend, elle rempoche les dix francs et salue son invité qui s'éloigne. Des années plus tard, le gardien mettra un nom sur le visage de ce jeune homme quittant La Lanterne dans la nuit : Nicolas Sarkozy. Le maire de Neuilly en panne d'essence ignore alors que cette maison il la fera sienne, à grand fracas, vingt ans plus tard.

Quand Claude Chirac et ses copains quittent la résidence, le couple de gardiens ne chôme pas. Les cinq chambres ayant été occupées, il faut changer les draps, aspirer, aérer, vider les poubelles. Dans le salon, dans la cuisine, partout le ménage est nécessaire. Prévenante, la fille du Premier ministre a posé, à leur attention, un mot manuscrit sur un guéridon du salon. Elle s'excuse du « grand bazar », d'ailleurs elle leur laisse de « jolis restes ». La carte est placée contre deux flancs de bouteilles. Des grands crus montés de la cave. Des vins de la République.

Chapitre 10

UNE MAISON EPATANTE

L'intendance de Matignon déclenche les travaux préparatoires une semaine en amont. Tandis que deux militaires passent chaque gravillon du parc au détecteur de métaux, le jardinier est prié de refaire toutes les découpes des bosquets et son épouse de nettoyer les vitres puis de frotter au Miror cuivre toutes les dorures du mobilier. Comme personne ne sait combien de temps le président de la République, François Mitterrand, restera converser avec Laurent Fabius, son chef de gouvernement, il est convenu d'éclairer les allées des quatre hectares du domaine en les bordant de bougies à pic, plantées tous les dix mètres jusqu'à la statue d'Hercule. Par camion sont livrées des chaises, des nappes et de l'argenterie supplémentaires. En prévision d'un éventuel sommeil présidentiel, toutes les chambres sont préparées. La Lanterne étincelle. Aucune invitation n'a provoqué autant d'agitation et celle-ci met en branle des préparatifs en comparaison desquels le déjeuner du général de Gaulle visitant André Malraux ressemble à un pique-nique improvisé. Le jour de la visite, hormis les maîtres d'hôtel plus nombreux qu'à l'ordinaire, le personnel est confiné dans ses pièces de fonction, mais le Président ne reste pas dormir et personne ne sait s'il a apprécié de voir le jardin du gouverneur des chasses du roi de France scintiller sous les étoiles...

À l'exception de ce branle-bas courtois, la maison reçoit sans trop de protocole, flattant chez ceux qui y sont conviés l'idée délicate qu'ils pénètrent ici dans l'intimité du pouvoir. De tous ceux qui l'occupèrent, Pierre Mauroy est certainement celui qui y aura le moins reçu d'amis et – est-ce corrélé ? – le plus gouverné. Dès sa nomination, en mai 1981, il choisit d'y tenir, chaque jeudi, parfois le lundi, un séminaire. Idée que copiera, dix ans plus tard, mais une seule fois, Édith Cresson, estimant « ce local pratique⁴⁵ ». Dès 10 heures, toutes les semaines, une vingtaine de personnalités – des intellectuels, des économistes, des syndicalistes et des membres du cabinet – prennent place dans le salon vert, la grande pièce de l'aile gauche. Elles discutent, échangent, partagent et parfois prolongent leur séance de travail par un déjeuner. Les tables sont décorées de bouquets tricolores, avec des reines-marguerites blanches, bleues et rose foncé. Les séminaires de La Lanterne sont d'autant plus efficaces qu'ils échappent à l'attention de la presse et à l'obligation de partager avec celle-ci un compte rendu pesé au trébuchet. Deux colloques se soustraieront, volontairement, à cette discrétion. En janvier 1984, treize membres du gouvernement planchent sur les mesures destinées à favoriser les reconversions industrielles, puis, en mai, dix-sept ministres et secrétaires d'État y réfléchissent aux moyens de renforcer la lutte contre le chômage. Pour le

Premier ministre de François Mitterrand, La Lanterne est une résidence utile. Coupée de l'agitation de Matignon, à l'abri de la presse parisienne, elle permet de brasser les intervenants et de prendre le temps de la réflexion. Le maire de Lille ne profite guère des charmes de ce petit palais, lui préférant par ailleurs, pour ses repos en famille, sa ville du Nord.

Son successeur, Laurent Fabius, ne reprend pas à son compte l'habitude des séminaires hebdomadaires, mais à l'abri de La Lanterne il tient ses réunions confidentielles. Au lendemain du débat télévisé l'opposant à Jacques Chirac, qui l'ayant traité de roquet s'entendit répondre qu'il parlait au « Premier ministre de la France », Fabius y réunit ses conseillers pour évaluer discrètement le désastre. Au printemps et au début de l'été 1985, c'est encore dans la résidence versaillaise que Laurent Fabius échafaude, entouré de ses proches, la stratégie visant à empêcher Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, de prendre la direction de la campagne pour les élections législatives.

Douze ans plus tard, c'est Lionel Jospin qui s'installe à La Lanterne. Cinq semaines après sa nomination à Matignon, le 12 juillet 1997, le chef du gouvernement y fête ses 60 ans en invitant, autour d'un dîner organisé par son épouse Sylviane, quelques amis, tous des politiques. Autour de la table, le géochimiste et nouveau ministre de l'Éducation Claude Allègre, le copain de voile et député des Hautes-Pyrénées Jean Glavany, Martine Aubry, la ministre de l'Emploi, Dominique Strauss-Kahn, nommé à Bercy, son épouse Anne Sinclair, journaliste vedette à TF1, ainsi que Marie-France Lavarini, conseillère proche, et la sœur de celle-ci, Nicole, fidèle secrétaire. Aucun cadeau commun n'a été prévu, mais la fête est joyeuse et les enfants de Lionel Jospin, comme Daniel, le fils de Sylviane, né d'un premier mariage, partagent ce jubilé. Les époux Jospin s'attachent d'emblée à cette « improbable maison⁴⁶ », dans laquelle ils passent, cinq années durant, l'essentiel de leurs loisirs. Sous le mandat de Lionel Jospin, la demeure est un centre de décision. Rentrant d'un déplacement en Afrique, le chef du gouvernement et son épouse y fêtent le passage à l'année 1998 en compagnie d'Olivier Schrameck, le directeur de cabinet, inaugurant ainsi les réveillons socialistes à La Lanterne, habitude que reprendra François Hollande. En septembre, Jospin arbitre depuis le salon fleuri la querelle qui déchire Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Économie et des Finances, et Martine Aubry, ministre de l'Emploi, s'affrontant autour du projet de passage aux 35 heures. En décembre 1998, Martine Aubry y est convoquée pour entendre qu'elle n'aura pas le privilège d'annoncer le relèvement des minima sociaux, une mesure populaire dont Lionel Jospin choisit de conserver le bénéfice. En janvier 1999, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, s'y fait quant à lui sermonner pour des propos peu appréciés autour de la délinquance des mineurs. En février, Catherine Trautmann y est reçue pour exposer son contesté projet de loi sur l'audiovisuel. En novembre, le scandale des emplois fictifs de la Mnef, la mutuelle étudiante proche du parti socialiste, éclabousse Dominique Strauss-Kahn, soupçonné d'avoir rédigé des faux documents. Lionel Jospin prie son ministre de l'Économie de décider seul de son départ du gouvernement et de lui faire part de son choix. Le dimanche en fin d'après-midi, accompagné de son épouse Anne Sinclair, DSK vient à La Lanterne prévenir qu'il présentera sa démission dès le lendemain, 2 novembre, afin de mieux préparer sa défense. Il sera relaxé des faits reprochés. En janvier de l'année suivante, une tempête, naturelle celle-ci, s'abat sur Versailles. Et le premier lieu que Lionel Jospin visite est non pas le parc du château ravagé mais bel et bien la petite Lanterne, où il contemple, désolé, les arbres à terre et une partie du mur de ronde détruite. Deux mois de travaux

sont nécessaires pour effacer les tristes signes de la colère du ciel.

Un jour, Michel Rocard confie à Alain Decaux, le populaire historien dont il a fait un ministre de la Francophonie, que « sous la V^e, un Premier ministre travaille à temps complet, tout lui tombe dessus, les déjeuners sont rares à La Lanterne⁴⁷ ». Un emploi du temps que ne partage pas Édouard Balladur qui se félicite d'y avoir, « sauf urgence, très peu travaillé⁴⁸ », même si Nicolas Bazire, son directeur de cabinet, passe régulièrement. Si tous n'y ont pas épluché leurs parapheurs, la plupart ont tiré parti de la maison pour épater leurs amis, ou flatter leurs courtisans. Et combien se dessine, à travers leurs invitations, un portrait en creux de leur conception du pouvoir ! Sous Dominique de Villepin, Robert De Niro est sans cesse fourré à Matignon. Il arrive tard, fait le tour des bureaux en attendant que son copain Dominique se libère. Un soir, alors que Bruno Le Maire, le nez plongé dans ses dossiers, a entendu sonner à minuit, l'acteur entre, tenant à la main une bouteille d'un cru fameux, qu'il débouche, tout en devisant à voix haute. Le chef de cabinet du Premier ministre essaie de se concentrer sur ses papiers, mais De Niro admire les deux tableaux accrochés au mur. Des fleurs, à l'encre rosée, deux peintures réalisées par Pauline Le Maire. Il veut les acheter et monte tout seul les enchères, passant de 10 000 à 20 000 dollars face à un Le Maire qui, souriant poliment, espère que De Niro se lassera. L'acteur n'achètera pas les tableaux et finira sa bouteille.

Bruno Le Maire est invité presque tous les week-ends à passer quelques heures, parfois même la nuit, accompagné de sa famille, à La Lanterne. Le directeur de cabinet y retrouve la vedette américaine. De Niro vient déjeuner ; une fois, vêtu en costume d'époque et portant la moustache, il est accompagné des producteurs du film *Stardust, le mystère de l'étoile*, dont l'action fantastique se déroule dans l'Angleterre victorienne. Profite également des charmes de la résidence sous Villepin un autre acteur et ancien compagnon de Carla Bruni, Vincent Perez, qui connut la gloire en jouant dans le *Cyrano de Bergerac* de Jean-Paul Rappeneau. Accompagné de Karine Silla, le comédien y dîne avec Luc Ferry et son épouse, ces derniers un brin fatigués par les parties de tennis et de baignade.

Sous Édouard Balladur, les invités animent une conversation plus sérieuse. À sa table, le conservateur en chef du château de Versailles, Jean-Pierre Babelon, venu en voisin, l'anthropologue et préhistorien Henry de Lumley, et Philippe de Noailles, duc de Mouchy, dont l'aïeul fit construire la maison. Le descendant du gouverneur des chasses est marié à la fille de Douglas Dillon, ancien ambassadeur américain en France. Quelle n'est pas la joie de la duchesse de Mouchy de revoir cette résidence de Versailles, dans laquelle elle grandit, alors que son père la louait au gouvernement français ! Que de souvenirs charmants, dont se régale le maître de maison, tenant sa cour d'esprits éclairés dans la salle à manger de la République ! Alors qu'il fait visiter La Lanterne au descendant de son premier propriétaire, Édouard Balladur pense sûrement à Michel Debré y recevant à déjeuner le comte de Paris. Le repas terminé, les deux hommes traversent le parc pour rejoindre le domaine du château de Versailles, où le prétendant au trône de France croit bon de déclarer se sentir ici « chez lui ». Le Premier ministre de De Gaulle coupe cet élan monarchiste d'une phrase sèche : « Vous êtes ici en République française. »

Certes, la courtoisie républicaine est souvent oubliée à La Lanterne, dont aucun occupant ne crut nécessaire, voire conforme aux usages, d'inviter celui qui fut pourtant trente-huit années le député-maire de Versailles. Aucun, à l'exception d'Édouard Balladur. Un dimanche à l'heure du thé, celui-ci convie Étienne Pinte et sa femme, ainsi reçus pour la première et la dernière fois. L'atmosphère

est cordiale, on devise. Étienne Pinte se serait réjoui de cette politesse s'il n'avait compris qu'il était ainsi prié de faire bon accueil au fils des époux Balladur et à sa jeune épouse, récemment installés à Versailles. En outre, il n'est peut-être pas fortuit de se souvenir qu'Édouard Balladur lance alors sa campagne pour l'élection présidentielle...

Chapitre 11

LES MAITRESSES DE MAISON

Une fois par an, Matignon fait montre de sa munificence, conviant à sa fête de Noël tout son personnel et leur famille, y compris les employés de La Lanterne que des voitures viennent chercher. Les années fastes, les serviteurs ne se contentent pas d'un goûter rue de Varenne, ils sont attendus à l'opéra Garnier, où chantent, selon la programmation, Enrico Macias, Jacques Martin ou Carlos. La famille des gardiens de La Lanterne apprécie de partager ces spectacles. Descendant le grand escalier en marbre blanc et rampes polychromes, ils sont tous les cinq accueillis dans le hall par Françoise Fabius, tout sourires. L'épouse du Premier ministre les présente à ses amis : « mes jardiniers ». Ils se serrent la main, échangent quelques mots puis, après le spectacle, rentrent à Versailles.

À La Lanterne, les épouses des Premiers ministres s'épanouissent, régentant cette maison à leur guise. Elles s'y sentent mieux qu'à Matignon, où l'énorme machinerie gouvernementale et les responsabilités accaparent les équipes, peu enclines à céder à leurs velléités d'intendance. Certaines épouses prirent à Versailles des mesures salutaires. Ainsi, lorsque Françoise Fabius exige qu'on tienne un registre de la cave à vins, dans lequel sont répertoriées chaque jour les bouteilles débouchées, finies ou entamées, le personnel le regrette mais obtempère. En revanche, les employés de La Lanterne ne savent que répondre à Michèle Rocard qui, passant en revue les quatre hectares du parc, s'emporte et leur lance : « Tenez, ce sous-bois ! Eh bien, je le trouve trop vert. » D'ailleurs, le personnel se tait à nouveau lorsque la même Michèle, ayant demandé que soit livré du bois pour profiter des cheminées, refaites sous Fabius, s'agace de voir le camion de livraison déverser les cinq stères dans la cour d'honneur un vendredi après-midi. Depuis la porte-fenêtre de l'entrée, elle interpelle l'employé de service. Il serait bien qu'il se dépêche de les ranger à la brouette, car elle attend des amis pour le dîner... Les mêmes rient sous cape en évoquant les pérégrinations de la fontaine, désirée par Ève Barre afin de décorer le jardin de Matignon. La pièce, taillée selon ses désirs dans du marbre rose italien, est livrée dans le parc de l'ancien hôtel Galliera, où, hélas, elle détonne. Qu'à cela ne tienne, l'épouse de Raymond Barre demande qu'elle soit transférée à La Lanterne où, là encore, les chairs potelées des angelots entourant la fontaine s'accordent mal avec la demeure. On essaie plusieurs emplacements, mais nul ne convient. Ève Barre est déçue, et demande qu'on empaquette derechef sa fontaine qui part dormir à l'ombre de l'ancienne écurie. Quand Raymond Barre quittera Matignon, et que le couple fera ses adieux à La Lanterne, un camion passera

emporter la fontaine et ses angelots.

Dans l'expression de leurs caprices, certaines maîtresses de la maison surent se montrer plus discrètes et d'autres plus habiles. Si Mme Bérégovoy demande un dimanche qu'on lui fasse visiter les serres du château, interdites au public, elle formule sa requête avec tant de gentillesse que le jardinier en chef du domaine s'exécute volontiers, partageant avec cette dame au ton modeste sa passion pour les fleurs. Marie-Josèphe Balladur, quant à elle, confie au gardien aimer beaucoup les roses de La Lanterne et être bien triste de devoir s'en passer toute la semaine à Paris. L'employé prend ainsi l'habitude de lui couper quelques tiges et de les lui offrir, alors que celle-ci quitte Versailles. Chaque lundi matin, Mme Balladur reçoit son bouquet et remercie le jardinier d'un sourire. Partie un matin plus tôt qu'à l'ordinaire et sans le prévenir, celui-ci ne peut lui remettre ses fleurs et, le week-end suivant, s'en excuse. Marie-Josèphe Balladur le rassure : il ne pouvait pas deviner qu'elle devrait s'en aller si vite. Voici ce qu'ils feront dorénavant : les lundis où elle partira avant qu'il ne puisse cueillir les roses, eh bien, dans la matinée, elle enverra une voiture de Matignon les chercher. De cette manière, elle admirera sur sa table de chevet parisienne le bouquet qui l'aidera à patienter jusqu'à son retour à La Lanterne. Ainsi fut fait.

Sous le gouvernement de l'ancien président du conseil régional de Poitou-Charentes, les femmes et maris de ministres organisent à tour de rôle des déjeuners de conjoints. Anne-Marie Raffarin reçoit donc à La Lanterne. Dans la salle à manger sont dressées des nappes blanches, décorées de bouquets. Bernadette Chirac préside la table principale. Non sans audace, la femme d'un ministre tente de déridier l'atmosphère en racontant avoir découvert les vertus du yoga et en s'efforçant de convaincre la femme du chef de l'État des bienfaits de la respiration ventrale, lui montrant comment accoler les paumes de ses mains en gonflant l'abdomen. Bernadette Chirac interrompt l'exposé pour se lancer dans un discours sur l'histoire de la porcelaine de Sèvres, monologue qu'elle conclut en proposant à la compagnie de lui faire visiter la demeure. Anne-Marie Raffarin, sourire impeccable, laisse faire. Et voici Bernadette qui, passant de pièce en pièce, se vante d'être l'initiatrice de telle rénovation, de tel choix de tissu ou de tel accrochage de tableau, l'éphémère reine de La Lanterne semblant oublier qu'elle n'en aura été qu'une locataire parmi d'autres. D'ailleurs, à peine quelques mois plus tard, l'épouse de Jacques Chirac joue sa scène à l'identique. Invitée à déjeuner avec son mari par les époux Villepin, elle ne peut s'empêcher de rappeler que les rideaux, comme les canapés, ont été choisis par ses soins, félicitant Marie-Laure de Villepin d'avoir le bon goût de prolonger le sien.

Les sanglots de Madeleine Malraux répudiée, la tristesse de Marie-Laure de Villepin, les silences de Cécilia Sarkozy et la colère de Valérie Trierweiler : La Lanterne est une maison qui a vu des femmes souffrir. Dans une corbeille à papier du salon vert, une lettre écrite par Michèle Rocard à son mari. Des mots durs, tristes. Un gardien se souvient avoir croisé, quelques semaines auparavant, le Premier ministre marchant dans la rosée du parc. Il tient la main d'une femme. L'employé s'est abrité derrière un arbre, puis, revenu dans la maison, il a brûlé la lettre. Dans la résidence du gouverneur des chasses se consomment bien des amours. Et se conçoivent bien des chagrins.

Chapitre 12

TITUS, LE CADAVRE DE BALLADUR

En mars 1993, François Mitterrand, obligé de composer avec une assemblée majoritairement d'opposition, invite Édouard Balladur à constituer un gouvernement. Installé à l'hôtel de Matignon, le Premier ministre, féru d'histoire et de Louis XV, connaît l'existence du pavillon de La Lanterne qu'il ne se presse point de visiter, confiant n'avoir jamais apprécié les logements de fonction⁴⁹. Alors qu'il était ministre des Finances, il lui arriva de passer une nuit dans l'appartement de fonction de l'aile Richelieu du palais du Louvre. Son réveil y fut désagréable, puisqu'à l'aube un employé, ne sachant pas la chambre occupée, y entra sans crier gare, une échelle à l'épaule, réveillant le ministre en pyjama. De Matignon, Édouard Balladur rentre chaque soir à son domicile, près du Trocadéro, affirmant qu'il n'aime pas croiser la garde républicaine quand il se lave les dents. Deux mois après sa nomination, il prie son épouse, Marie-Josèphe, de se rendre, avec l'intendant, à La Lanterne. Mme Balladur, tenant en laisse son setter irlandais, Titus, découvre l'endroit et les ravages de l'humidité, infiltrée jusqu'au premier étage, où des pierres se détachent des murs. La maison a été construite sur une plaine marécageuse, sans laquelle d'ailleurs il n'eût pas été possible de creuser le Grand Canal. Six mois de travaux plus tard, les époux Balladur prennent leurs quartiers secondaires dans la demeure assainie.

Ils s'y plaisent. Beaucoup. Mme Balladur arrive en fin de semaine, son mari la rejoint dans la matinée du samedi. Il quitte les lieux le dimanche soir, elle le suit le lendemain. Si Édouard Balladur n'aura serré la main de son jardinier qu'une fois, Marie-Josèphe se montre, elle, chaleureuse envers cet homme qui a pour Titus des attentions charmantes. Un samedi après-midi, l'employé est appelé dans « le central » par le maître d'hôtel. Mme Balladur, chagrinée, l'y attend. Titus est tombé malade, le vétérinaire l'a euthanasié le matin même. Serait-il possible de creuser une tombe pour « notre Titus » ? Le setter irlandais, enveloppé dans des couvertures, repose sur le marbre rose de la Laiterie. Dans la cave à vins, le jardinier attrape une caisse en bois de grand cru – un château-margaux, dans ses souvenirs –, y place le cadavre, enveloppé de plusieurs chiffons afin d'en couvrir l'odeur qui pourrait attirer les charognards, et part en quête d'un lieu de sépulture. Dans une clairière, au fond du parc, il creuse un trou et enterre Titus. Ceci fait, Marie-Josèphe Balladur l'accompagne jusqu'à l'endroit où repose son chien. Après un instant de recueillement, elle demande à l'homme en salopette verte s'il voudrait bien ériger une vraie tombe, avec une plaque en pierre et des bouquets de fleurs. Sagement, celui-ci le lui déconseille et la convainc qu'un arbuste fera

l'affaire.

Lorsqu'Alain Juppé succède, en mai 1995, à Édouard Balladur, s'installant avec Isabelle, son épouse, et leur fille Clara à La Lanterne, il fait savoir à son prédécesseur que le cadavre de son chien n'est pas apprécié et doit quitter les lieux. Un souhait un brin désobligeant puisque le jardinier a eu la délicatesse de signaler la tombe de Titus par un simple arbuste planté dans la clairière d'un sous-bois. Édouard Balladur explique aujourd'hui⁵⁰ s'être renseigné, à l'époque, sur la possibilité de faire incinérer le setter irlandais, intervention qui lui fut refusée, dit-il, au motif qu'il fallait attendre deux ans après le décès... Souvenir hasardeux, comparé à celui de l'employé qui reçut pour mission de creuser une tombe trois heures après le trépas de l'animal. Il n'en demeure pas moins que, tandis que l'ex-Premier ministre et son successeur se querellent autour du cadavre d'un chien, une voiture est dépêchée de Matignon à La Lanterne. Les deux employés du gouvernement se laissent conduire jusqu'à l'endroit où est enterrée la caisse de vin abritant la dépouille. Celle-ci est exhumée, transportée avec une brouette dans le coffre de la voiture et conduite par le personnel jusqu'au domicile des Balladur qui, à leur tour, l'emmèneront jusqu'à leur chalet de Chamonix.

Alain Juppé n'a probablement pas eu le loisir de lire le *Journal d'un collectionneur, marchand de tableaux, René Gimpel*, édité en 1963 par Calmann-Lévy. Le célèbre marchand d'art, mort en déportation, ami de Marcel Proust, de Marie Laurencin, de Soutine et de Braque, remplit au cours de son existence quelque vingt-deux carnets de journaux. Le 15 mai 1918, René Gimpel apprend la mort, à Beaulieu, de Gordon Bennett, le propriétaire du *New York Herald Tribune*, et écrit : « Un hasard me fait visiter le rendez-vous de chasse situé sur le territoire de Trianon et donnant sur le parc, que Gordon Bennett louait aux Domaines : "La Lanterne", vieux château Louis XV, une miniature. Il y construisit une grande volière pour ses hiboux, les oiseaux qu'il aimait entre tous parce que le plus martyrisés. Le jardin est délaissé, il est clos d'un grand mur. Dans un angle, sous des arbres géants : des tombes minuscules. Au ras du sol, des plaques de marbre. Je me penche et je lis : Cher petit Toppy, mort le... Beautiful little Ketty... Pauvre petite Zata... Poor old Billy... Pauvre vieux Baby... Là, dorment les chiens de Gordon Bennett. » Gordon Bennett, avec lequel – il est permis d'en sourire – Édouard Balladur partageait donc l'affection des chiens et l'habitude de les enterrer dans « son » jardin.

Amusante communauté car le fils du riche éditeur new-yorkais mena une existence bien différente de celle du gourmé serviteur de l'État. Obligé de quitter les États-Unis après ses fiançailles avec Caroline May, une jeune fille d'excellente lignée, en urinant sur le mur du salon de ses futurs beaux-parents, l'héritier tapageur trouve refuge à Paris. Il lance une course aéronautique de ballons à gaz dans le parc des Tuileries puis loue, avec ses nombreux chiens, La Lanterne. Dans son parc, l'Américain donne des chasses somptueuses, ordonnant que le gibier – faisans, renards et poules d'eau – soit rabattu par des valets en gants blancs. Titus, le setter des Balladur, était, n'en déplaise à Alain Juppé, en bonne compagnie dans le cimetière de chiens de La Lanterne.

Dans cette résidence, nombreux sont les animaux de compagnie à avoir bénéficié des caprices de leurs maîtres. André Malraux vit entouré de deux chats, Olympe et Octave, un frère et une sœur siamois, offerts par son fils Alain. Le grand homme les laisse picorer des morceaux de poulet dans sa propre assiette et les promène, juchés sur son épaule, à travers le parc, se laissant ainsi photographier, en 1967, par son amie Gisèle Freud. Le ministre, dont l'unique passion est alors de

décorer sa folie versaillaise, demande que des grillages soient installés, dans tout le rez-de-chaussée de la maison, afin d'éviter que ses bêtes ne s'échappent. Olympe et Octave comprennent vite la manœuvre et parviennent à se faufiler jusqu'aux cuisines ou aux appartements de la gardienne avant de disparaître dans les jardins, obligeant le personnel à les y chercher lorsque la nuit tombe et que leur maître, l'humeur assombrie par l'alcool, s'en inquiète. Malraux installe également des poules auxquelles cet homme, si autoritaire et capricieux avec les siens, laisse une liberté invraisemblable. Les volailles picorent, caquettent et souillent la cour XVIII^e, le chauffeur sachant qu'il doit ralentir lorsqu'il roule jusqu'à la maison afin d'éviter de blesser un des volatiles, dont la présence surprend en cette demeure élégante.

Neuf ans auparavant, le parc de La Lanterne a connu une hécatombe, provoquée par une épidémie de myxomatose. L'Américain David Bruce, le dernier particulier à avoir loué le domaine, note dans son journal que les lapins y agonisent par milliers : « Ceux de notre petit parc sont vraiment très affectés par cette terrible maladie. Nous en avons enterré soixante au cours des trois derniers jours et les champs de Versailles sont empestés par les petits cadavres en putréfaction. Les yeux des animaux touchés deviennent d'un rouge ardent avant de se fermer, aveugles ; leurs têtes enflent avant d'être congestionnées de pus et leurs corps se dilatent de façon monstrueuse. C'est un spectacle affligeant et terrible⁵¹. » Dont l'ambassadeur se fait le scribe ému. Ce souvenir s'estompe rapidement, et il ne reste guère que les infestations de moustiques, sans interruption de David Bruce à François Hollande, pour revenir chaque été polluer La Lanterne.

Le couple qui, de Raymond Barre à Jean-Pierre Raffarin, officie dans la demeure, élève des chiens et des perroquets. Pour arrondir ses fins de mois, il accueille des animaux de compagnie, transformant la résidence des Premiers ministres français en pension-chenil. Le rockeur Dick Rivers leur confie ses compagnons. Le commerce cesse après que le chanteur, de retour de tournée, réclame de visiter l'intérieur de la maison. Ayant refusé, les gardiens prennent peur ; la vedette à rouflaquettes pourrait ébruiter leur arrangement. Officiellement, en revanche, leurs perroquets – Clara, Carioca et un cacatoès blanc – vivent à l'abri de leur logement, les ailes coupées. Gilberte Mauroy, comme après elle Bernadette Chirac, passe souvent les admirer. L'épouse de Pierre Mauroy insiste, aux beaux jours, pour sortir la volière dans la cour. Michel Rocard et sa femme ne s'intéressent pas aux volatiles mais, au petit matin, il n'est pas rare de croiser le Premier ministre, accompagné de ses fils, debout dans le chenil du gardien, flattant les chiens.

Chapitre 13

PEINTRES A LA COUR

Mattei Popovici étudia l'architecture en Roumanie où, dans les années 1960, il y apprit à peindre ses plans au pinceau. Ses parents ne peuvent fuir le régime communiste, mais, au prix de mille complications, le diplômé s'exile à Paris, où l'embauchent un paysagiste puis un urbaniste. À ses heures de loisir, le jeune homme se promène, croquant dans de petits carnets les façades, les statues et les balustrades, puis il accomplit la tournée des musées, s'amusant à peindre les tableaux, les plafonds et les tentures. La capitale l'enchanté. Sous son pinceau, salons, jardins d'hiver, bibliothèques et cabinets de curiosités des grandes demeures bourgeoises s'animent. Scrupuleux, le peintre architecte n'oublie dans ses dessins aucun nœud de tapis, coloriant jusqu'au bouton de lampe et soignant le chatoiement d'un tombé de velours. Mattei Popovici se découvre « aquarelliste d'intérieurs », un métier né dans la Russie tsariste, où les grands propriétaires de l'aristocratie aimaient à faire peindre les intérieurs de leurs palais, reliant ces dessins dans des albums offerts à leurs enfants. Afin de conserver la mémoire de chaque pièce du palais impérial d'Hiver à Saint-Pétersbourg, les tsars Nicolas I^{er} et Alexandre II engagèrent ainsi des aquarellistes. La reine Victoria d'Angleterre, dévastée par la mort de son cher époux, copia cette mode en envoyant quatre peintres anglais peindre toutes les chambres où le défunt avait dormi en Europe. En France, le Russe exilé Serebriakoff perpétua cette tradition d'aquarelles d'intérieurs jusque dans les années 1970.

Invité à exposer dans un salon de quartier, Mattei Popovici présente un tableau d'intérieur de La Malmaison, et un second, représentant une chambre du musée de Nissim de Camondo. François de La Tour d'Auvergne, un neveu du dandy et architecte d'origine cubaine Emilio Terry, achète ces deux toiles, assurant ainsi à leur auteur un début de notoriété. Jacques Grange, le fameux décorateur, prie à son tour Popovici de peindre un de ses appartements donnant sur le Palais-Royal. Bientôt, les propriétaires fortunés se piquent de l'aquarelliste, lui commandant des toiles de leurs hôtels particuliers, de leurs châteaux en province, de leurs maisons sur la côte, de leurs pavillons de chasse ou de musique, de leurs gloriettes et belvédères.

Diane de Castellane, une petite-fille de Boni de Castellane, est enchantée par les tableaux de sa résidence parisienne peints par Mattei Popovici. Pour le présenter à des amis, clients potentiels, la comtesse donne un cocktail. Édouard et Marie-Josèphe Balladur y découvrent le talent de ce peintre amoureux du détail. Trois jours après ce vernissage, Mattei Popovici reçoit un appel de l'épouse du Premier ministre. Elle commande trois aquarelles de « Passy », leur appartement du boulevard

Delessert, et trois de « Versailles ». Tiens donc, La Lanterne, cet hôtel national, ce logement de fonction de la République, auquel Édouard Balladur feignait de n'être point trop attaché...

Mattei Popovici se rend dans le pavillon pour y faire ses croquis préparatoires. Le Premier ministre est absent. Le peintre roumain s'assoit dans le parc, sur un tabouret pliant, et crayonne. À l'heure du déjeuner, on lui fait porter un plateau-repas qu'il pose sur ses genoux. Une seule fois, Mme Balladur l'invite à sa table. Les extérieurs ébauchés, l'aquarelliste s'installe dans le salon, le petit, celui au parquet Versailles. Il copie le canapé à fleurs, les fauteuils, les guéridons, sans omettre le pare-feu en Plexiglas et les instruments en cuivre disposés devant la cheminée. Cet homme cultivé s'amuse de dessiner une pièce aux murs de laquelle il reconnaît le portrait de Mademoiselle, peint par Nattier, deux petits paysages de plage d'Eugène Boudin et un Delacroix. Il prend quelques photographies puis rentre chez lui, et là, sur son étroite table, devant la fenêtre ouverte sur la cour intérieure de son immeuble, il peint les trois aquarelles. L'une représente le parc, ses allées rectilignes, les massifs de buis, la pelouse immaculée, et, tout à gauche en bas de la toile, la gueule coquine de Titus, le setter chéri, jouant avec une branche. Le deuxième tableau copie la façade, côté cour d'honneur. Pierres couleur champagne, gravier ratissé qu'on croit entendre crisser. Seule imperfection dans ce décor si maîtrisé : une flaque d'eau sombre, au milieu de l'allée. Le troisième tableau reproduit le salon, ses canapés fleuris et ses rideaux blancs. Sur le parquet ciré, une feuille de papier abandonnée. Ces détails, ces désordres, sont imaginaires.

L'aquarelliste se souvient de La Lanterne comme d'une demeure ensorcelée. Pas un livre, une revue ou une chaussure qui traîne, aucune trace de vie troublant cet ordre impersonnel, pas même une feuille morte dans les quatre hectares du parc à la française. Hormis le froissement des habits des serviteurs muets, le silence y oppresse. Tandis qu'il peignait, Mattei Popovici fut pris d'un vertige. Soudain, il ne sut plus où il se tenait. Le château de Versailles est-il à l'ouest ou à l'est de la pièce ? Et Saint-Cyr, à gauche du parc ? « C'est une maison qui joue à cache-cache », murmure-t-il, énigmatique. Une maison qui fait perdre à ses hôtes le sens de l'orientation.

Mattei Popovici livre ses commandes à Mme Balladur. Trois tableaux de Versailles, trois de Passy, chacun facturé entre 15 000 et 20 000 euros. L'épouse du Premier ministre lui indique qu'elle accrochera « Passy » dans le chalet de Chamonix et « Versailles » dans le salon du boulevard Delessert, où, effectivement, à droite du canapé, sont aujourd'hui encore visibles les aquarelles. Mattei Popovici connaît cet usage. On met au mur les tableaux des demeures dans lesquelles on n'est pas. Manière de signifier qu'on en possède plusieurs, et que toutes sont belles. Les grandes familles de la cour tsariste faisaient de même. Édouard Balladur a également remercié l'artiste d'un mot manuscrit et, plusieurs hivers de suite, l'homme politique lui postera ses vœux. Fortuitement, le peintre roumain apprendra que l'ancien chef de gouvernement a fait faire des reproductions de ses aquarelles, qu'il a laissées aux murs de la résidence républicaine. Entorse à la coutume aristocratique ! Mais pas seulement. Popovici se demande en effet si tout ceci est bien légal ; n'aurait-il pas sur ses œuvres signées un droit à l'image ? L'aquarelliste d'intérieurs ne s'autorise pas à envisager que, dans une demeure d'État, on puisse traiter avec désinvolture le droit de propriété intellectuelle.

Édouard Balladur ne fait pas exception : les occupants de La Lanterne aiment recevoir des peintres. Michel Rocard y invite à déjeuner Alfred Manessier, qu'il décrit comme « le plus grand Français avec Soulages ». Le Premier ministre et l'artiste bavardent au salon en compagnie de Pierre Encrevé, le conseiller à la culture de Matignon, lorsque soudain le peintre se lève pour

regarder de plus près les deux tableaux de Boudin. Manessier plisse le front et fait sonner le maître d'hôtel. Qu'on lui apporte une pomme de terre coupée en deux. Et voici Manessier qui se met à frotter les toiles de Boudin pour les nettoyer de leur crasse, sous le regard étonné du maître d'hôtel. Le dernier « plus grand artiste » à avoir connu les charmes de la résidence d'État a été invité par le dernier Premier ministre de Jacques Chirac, Dominique de Villepin. En avril 2007, un mois avant les élections présidentielles, sachant que ses jours dans la demeure sont comptés, Dominique de Villepin convie le septuagénaire Zao Wou-Ki. Ce dernier connaît bien Matignon, où il se rend pour discuter de poésie et de peinture mais, cette fois, accompagné de Françoise Marquet, sa femme, c'est à Versailles qu'il déjeune. Dans le parc, profitant du soleil printanier, on fait poser une table sur tréteaux. Répondant à la prière du politique, Zao Wou-Ki peint « La Lanterne », une impression pigmentaire sur papier de 94 centimètres sur 126, que la maison d'enchères Sotheby's vendra à Hong-Kong cinq étés plus tard. Photographiée par Marie-Laure de Villepin, la scène présente le profil de deux hommes aux cheveux blancs, l'un très grand, l'autre moins, tous deux étonnamment vêtus de pulls bleu ciel identiques. Tandis que le Premier ministre sourit à l'objectif, Zao Wou-Ki jette sur la feuille des éclats de peinture rouge, rose et mauve. Sa Lanterne, chaude et vibrante, enchante son commanditaire qui évoquera, lors de l'hommage funèbre qu'il rendit à l'artiste enterré au cimetière du Montparnasse, ces heures durant lesquelles il se vit transformé en mécène florentin. « Je me souviens d'une après-midi ensoleillée au pavillon de La Lanterne avec Françoise et Marie-Laure. Il scrutait au loin un motif, pour moi invisible, puis avec son pinceau jeté sur le papier, par gestes secs, précis, faisait éclore une moisson de roses. Il voyait au-delà, à travers, à la manière des voyants, faisant de sa vie la lentille capable de recevoir la lumière du monde. » Un mois après cette « après-midi ensoleillée », l'orage s'abat sur La Lanterne, Nicolas Sarkozy, élu président, en exigeant la jouissance. Désormais, la maison abritera des chanteurs, des acteurs, bientôt une actrice. Des peintres, jamais plus.

Chapitre 14

DES HOMMES EXQUIS EN SALOPETTE

Les occupants de La Lanterne n'ignorent pas que leur présence obéit à un calendrier. Maîtres passagers de cette maison, ils occupent un bien national, financé par la collectivité, qu'ils devront quitter au terme de leur mandat. Or, il n'est pas rare que cette demeure fasse perdre à certains la modestie seyant aux serviteurs de l'État. André Malraux logea sept ans à La Lanterne, soit le plus longuement sous la V^e République. Défile dans la maison tout ce que Paris compte alors d'architectes des monuments historiques, décorateurs en vogue et directeurs de musée. Malraux les consulte, les presse. Sans cesse, il convoque Jean Cural, administrateur du Mobilier national, institution dont le ministre de la Culture assure par ailleurs la tutelle et qu'il nomme avec dédain « la récupération ». « Aujourd'hui c'est un clavecin, il y a quelques jours une commode Marie-Antoinette, demain ce seront les tissus pour les rideaux⁵² », note Madeleine, son épouse, effarée. Et quels tissus !

Faille rouge pour le salon, shantung gris galonné de vert deux tons pour le rez-de-chaussée, rideaux de croisées en quintillé doublés de satinette ivoire et ornés d'un galon grec, amarante et noir dans le fumoir⁵³. Le ministre commande un marbre pour une console de bois polychrome vénitien, et une sculpture à Philippe Hiquily afin de meubler l'entrée. Par l'intermédiaire de son chef de cabinet au ministère, il réclame un coffre en fer, daté de 1708, conservé au Mobilier national. Sur ce courrier, un fonctionnaire de ladite institution écrit en marge : « Impossible, les textes nous l'interdisent. » Neuf jours plus tard, le coffre est livré à La Lanterne⁵⁴. À l'automne, la passion se déplace : « Avons dîné ce soir dans le salon de verdure, très tard. Il y avait encore une belle lumière et André admirait des statues qu'il a fait sortir des réserves de Versailles pour les disposer dans le jardin. La fin du jour les éclairait faiblement et leur présence était comme celle d'hôtes nous tenant compagnie⁵⁵. » Madeleine, que son époux houspille, lui reprochant de ne pas aimer suffisamment la maison, se réfugie à son piano, écrivant dans son journal : « Il est investi dans la décoration du pavillon de La Lanterne, ce qui me semble incongru puisque nous n'y serons que quelque temps. » Sage femme, bientôt remplacée dans le cœur de son époux par Louise de Vilmorin, qui, contrairement à la légende, apprécie peu l'endroit, dont elle mesure le caractère éphémère, même si les caprices de son compagnon l'amuse. « Ce qui est épatant, écrit-elle à sa nièce Sophie, c'est que La Lanterne appartient à l'État et donc tu as le droit de choisir les meubles au Mobilier national. Une semaine, tu as envie d'être installée entièrement en style Empire, alors tu vois arriver des

hommes exquis en salopette, avec des camions, qui te changent tout, y compris les rideaux et les carpettes. Tu n'as qu'à dire ce que tu aimes. La semaine d'après, tu veux un décor du Moyen Âge ou de la Restauration et ça y est⁵⁶ ! »

Après le départ, en 1969, d'André Malraux, la mission « ameublement » du Mobilier national peut souffler, les mouvements se raréfiant. Reçu à dîner par les époux Chaban-Delmas, Alain Malraux se souvient d'une maison transformée. Des chaises tulipe, du plastique blanc, du métal frappé, du Plexiglas, tout est contemporain, et l'idée vient au jeune homme que Jacques et Micheline Chaban-Delmas ont souhaité rivaliser avec l'ameublement moderne dont Georges Pompidou et sa femme Claude ont fait décorer le palais de l'Élysée. Une concurrence dont Micheline Chaban-Delmas ne fait pas mystère, reconnaissant avoir, « dans cet endroit sacré, imprimé [leur] marque⁵⁷ ».

Bernadette Chirac demande que le tableau représentant le cardinal Mazarin soit échangé contre une œuvre de Canaletto, et obtient de conserver, en sus de la peinture d'une maman singe et de son petit, une toile aux dimensions réduites figurant un ananas, fruit dont l'arrivée en France, en 1702, suscita un tel émoi qu'on le fit peindre et cultiver, Mme de Maintenon en raffolant. Ces désirs, bien modestes, demeurent conformes aux usages. Ève Barre fait de même, appréciant tant les Breughel du salon qu'elle peine à s'en séparer quand le Louvre les réclame. Jusqu'à l'été 1989, comme le note dans un courrier interne un administrateur anonyme, les occupants se satisfont peu ou prou de la décoration des lieux. L'arrivée de Michel Rocard et de son épouse Michèle réveille les services du Mobilier national. Soudain, la valse du mobilier reprend. Rideaux, tableaux, tapisserie, canapés et sièges, tout est refait, transformé, changé et l'on dépose toutes affaires cessantes une sculpture de « Joséphine, impératrice des Français » exécutée par le baron François-Joseph Bosio. Il n'y a pas que l'ancien garde-meuble royal qui se mette en mouvement. Michel Rocard se souvient en effet d'avoir trouvé cette demeure dans un état « lamentable⁵⁸ », la charpente de l'aile gauche s'effondrant au point de laisser la pluie traverser le toit. On s'étonnera que l'intraitable Bernadette Chirac ait laissé une résidence officielle prendre l'eau, mais admettons...

L'ancien Premier ministre confiait avoir dû céder à la nécessité impérieuse de rendre la maison plus confortable, car il se trouvait en situation de débiteur mondain. Nommé à Matignon à l'été 1988, il trouve sur son bureau six grèves nationales, la Nouvelle-Calédonie au bord de l'implosion et une assemblée législative rétive, puisque son parti y a perdu la majorité. En août, son cabinet organise, pour sa femme et lui, quelques jours de repos dans le Midi avec un passage au festival d'Avignon. Hélas, la grève des aiguilleurs du ciel menace le trajet en avion. « Quand on foire ses plans de vacances, on appelle ses copains », raconte l'ancien maire de Conflans, qui sollicite son « copain » et homologue, l'Espagnol Felipe González. « Il me fait inviter avec Michèle et mes deux fils dans la villa du directeur du service des eaux de la ville de Madrid. » Les vacances sont excellentes, mais, explique Michel Rocard, celles-ci l'obligent à rendre la pareille. Or, La Lanterne manque de standing. La France vient de célébrer le bicentenaire de la Révolution française et il semble que ses caisses soient encore assez fournies pour qu'on commémore l'abolition des privilèges en construisant dans le parc de la résidence de villégiature du Premier ministre une piscine et un tennis. « Il me téléphone et me dit qu'il est appelé à recevoir des Premiers ministres étrangers et que nous n'avons aucune maison qui offre le même confort que les leurs⁵⁹ », se souvient Jack Lang, l'actuel président de l'Institut du monde arabe, auquel il fut donc raconté la même histoire que celle qui tient encore lieu de justification. Michel Rocard souhaite, outre la piscine, un tennis en terre battue. Pas pour lui, précise-t-il, car il préfère le char à voile, peu praticable il est

vrai dans les jardins de Le Nôtre, mais pour ses trois garçons. Ces aménagements, Jack Lang, ministre de la Culture, assure les avoir financés sur son budget⁶⁰, s'amusant d'avoir également supporté la charge de la réfection du salon d'hiver et de la salle des fêtes de l'Élysée. Étrange comptabilité publique... Même amplement rénovée, Michel Rocard trouve La Lanterne bien « petite », mais, poursuit-il, n'hésitant pas à se contredire, « cela nous arrange que cela soit tout petit parce que personne ne peut rester dormir, on invite juste pour casser la croûte ». Felipe González peut attendre d'être convié à enchaîner les longueurs de crawl dans la piscine de la République. On en viendrait à croire que les travaux de l'été 1989 n'étaient pas destinés à recevoir correctement les chefs de gouvernement étrangers mais à égayer les vacances bien françaises du chef du gouvernement.

Chapitre 15

LA PISCINE AUX CHANDELLES

François Hollande, bavardant avec son amie et conseillère Marie-France Lavarini, de l'habitude qu'avait François Mitterrand d'arpenter son parcours de golf tous les lundis, observe qu'il ne serait plus possible, lui président, de construire d'autres installations sportives à La Lanterne. Heureusement pour ses enfants – et leurs copains – chahutant les week-ends de beau temps dans la piscine de la résidence de la présidence de la République, cette peine lui fut épargnée. Grâce à Michel Rocard, le bienfaiteur de tous les Premiers ministres, des présidents et leurs familles à venir, les étés versaillais échappent désormais à l'ennui.

Le chantier de Rocard dure plus de six mois. Pour creuser la piscine, il faut un bulldozer, mais son passage pourrait abîmer les massifs de buis centenaires. Qu'à cela ne tienne : on achemine dans le parc du château de Versailles, de l'autre côté du mur de ronde de La Lanterne, une grue qui soulève le bulldozer et le dépose à l'endroit prévu. La double porte du fond du parc restant ouverte pour laisser passer le matériel, il n'est d'ailleurs pas rare d'apercevoir, le soir, des employés du château s'y faufiler avec leur brouette afin de récupérer qui des planches, qui un sac de ciment, qui une poignée de clous, laissés sur place par l'entreprise. Cet été-là, les cabanes à lapins, les niches et les poulaillers fleurissent dans les environs. Pour inaugurer ses aménagements sportifs, dont le coût se chiffrait entre 1 et 2,9 millions de francs, le Premier ministre donne une garden-party. Il omet d'y convier Jack Lang, trop proche de François Mitterrand à son goût, mais celui-ci aura l'occasion d'admirer ses œuvres sous Nicolas Sarkozy. Quelle soirée plaisante que cette pendaison de crémaillère ! À l'ombre du château de Versailles, en bordure du majestueux Grand Canal, un aréopage de membres de cabinet, de hauts fonctionnaires et d'élus de la République tombe la veste et sable le champagne pour fêter l'installation d'une piscine et d'un tennis dans le jardin d'une résidence d'État. Les mêmes qui, six mois auparavant, assistaient dans tout le pays aux commémorations festives du bicentenaire de la Révolution française.

La piscine mesure dix-neuf mètres de long sur dix de large, elle est éclairée de l'intérieur et son fond est tapissé d'un arrangement de minuscules mosaïques de faïence blanche à l'italienne. Chauffée toute l'année, elle est évidemment chlorée. L'intendance de Matignon exige du gardien de La Lanterne que celui-ci vérifie le bon dosage chaque matin. L'employé prend peur. La responsabilité est lourde, le calcul délicat ; il redoute les tracas s'il advenait que le Premier

ministre ou ses enfants sortent un jour de l'eau les yeux rougis et la peau irritée. Il refuse de calculer le nombre de cuillères à verser. Matignon ne lui en tient pas rigueur et loue les services d'une entreprise privée, à laquelle incombera le soin de vérifier que l'eau de baignade ministérielle est justement dosée. De l'autre côté des massifs entourant la piscine, invisible depuis la maison, le tennis est ceint d'un haut grillage. Personne n'a pris garde que ce court est bordé de trois noyers qui, à l'automne, perdent, leurs feuilles et leurs coques. Le gardien les ramassera. À cette servitude s'ajoutent celles qu'exige la terre battue ; transporter à la brouette des sacs de cinquante kilos de brique pilée, les percer et étaler de manière parfaitement régulière leur poudre ocre rouge sur le tapis à alvéoles, puis, lorsqu'il pleut, tracer au badigeon les lignes blanches fondues sous les gouttes. Michel Rocard, ses fils et son épouse sont, quant à eux, satisfaits de ces installations.

Les dimanches, à La Lanterne, on organise des petits tournois entre copains et conseillers, on s'amuse de réussir ses lifts sur ce sol exigeant, le même qu'à Roland-Garros. « On s'habille week-end, c'est très simple, et les garçons sont charmants⁶¹ », se remémore Jacqueline Chabridon, directrice de la communication de Michel Rocard. Par « garçons », elle entend bien sûr les maîtres d'hôtel, qui, plateaux à bout de bras, naviguent entre les transats et les parasols. Ces matchs sont si plaisants que la communicante émet l'idée de monter, avec une équipe de journalistes télévisés, un reportage. On y verrait Rocard taper la balle sur le tout nouveau court de La Lanterne, on apprécierait ce Premier ministre moderne, énergique, très « deuxième gauche ». Hélas, son interlocuteur, Patrice Duhamel, excellent tennisman, lui, et fin politique, l'en dissuade. Rocard joue trop mal.

Bizarrement, il n'y pas de « pool-house » à La Lanterne. Personne n'a songé à construire des vestiaires près de la piscine. L'espace ne manque pourtant pas dans les quatre hectares de la résidence, mais, voilà, les cabines ont été oubliées. Aussi, depuis Michel Rocard, tous les Premiers ministres, les présidents de la République, leurs invités, leurs familles, enfilent leurs maillots de bain dans leur chambre puis déambulent en tenue légère, les jambes découvertes et les pieds claquant dans des sandales. Ces tenues négligées ne choquent personne. On veille ici à ne s'amuser qu'entouré des siens, de ses amis, de ses courtisans. La Cour, sans vestiaire.

Édith Cresson enfile également ses baskets et son polo de sport dans sa chambre du premier étage. Celle qui succède à Michel Rocard à Matignon affiche pourtant à l'endroit de cette résidence de villégiature un dédain constant. La Lanterne, « un truc de beaufs », « je n'y ai jamais joué au tennis, on n'était pas là pour rigoler⁶² », dit-elle. Cette affirmation est toutefois contredite par la mémoire des employés de la maison, qui se souviennent de sa fréquentation assidue du court de tennis. Deux soirs par semaine durant son année de gouvernement, le Premier ministre Cresson arrive vers 19 heures, accompagnée de trois invités. Prévenu par un appel téléphonique de Matignon, le gardien ratisse le court, ramasse les feuilles tombées et prie le Ciel qu'il ne pleuve pas. Édith Cresson et ses amis disputent des parties doubles, ils jouent bien, les balles filent, les lifts claquent. Leurs parties achevées, un maître d'hôtel, venu expressément depuis Paris, leur propose des snacks et quelques boissons. Aux beaux jours, des lampes baladeuses sont plantées dans la pelouse et tout autour de la piscine sont posés des chandeliers géants. Spectacle magique que ce parc éclairé de dizaines de flammes, tandis que le chef de gouvernement échange des services avec ses amis. Édith Cresson n'étant pas là « pour s'amuser », elle ne s'attarde pas devant le scintillement des chandelles se reflétant dans l'eau de la piscine en mosaïque : elle file se changer puis repart vers Matignon.

Les occupants de La Lanterne profitent diversement de ces sports. Nicolas Sarkozy, beaucoup.

François Hollande, jamais, ses enfants, volontiers. Par le passé, personne ne se souvient d'avoir vu le couple Bérégovoy se baigner ou frapper la balle. Ce Premier ministre et son épouse, extrêmement discrets, sortent peu de la maison. Édouard Balladur préfère, quant à lui, marcher dans le parc du domaine, avançant toujours de quelques pas ses gardes du corps. Jean-Pierre Raffarin se contente de promenades matinales, cueillant des champignons dans les sous-bois. Lionel Jospin et son épouse Sylviane adorent la maison, dans laquelle ils s'installent chaque week-end. L'année précédant leur arrivée, le sol du tennis est changé. On fait poser un quick en résine, une couverture convenant mieux aux joueurs rapides. Sportif assidu, Jospin fait livrer un canon à balles pour ses séances d'entraînement. Il ne manque jamais de disputer un match avec son officier de sécurité, s'enorgueillissant des points marqués contre cet homme entraîné et, comme il aime à le faire entendre, de surcroît de vingt ans plus jeune que lui.

Les policiers chargés de sa protection s'en inquiètent, mais Dominique de Villepin n'aime courir dans le parc du château de Versailles qu'en plein soleil et aux heures d'affluence maximale. Son épouse lui fait observer qu'il serait plus agréable pour lui, plus doux pour eux, plus gentil pour la famille, rarement réunie, qu'il fasse son footing tôt le matin, à l'heure où le parc se réveille nimbé de silence. Il n'en a cure. Il veut courir, très vite, très longtemps, et sous les regards. Il aime ces séances d'exposition, dont il rentre galvanisé par les sourires, les mains tendues et les flashes. À La Lanterne, il s'enivre, ces courses de fond au milieu de la foule des touristes l'excitent et il ne sait plus s'en priver. Revenu dans le parc clos de sa résidence, le dernier Premier ministre à profiter des lieux salue ses amis, conviés tous les week-ends. Le philosophe Luc Ferry⁶³, ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement précédent, évoque avec gourmandise ces dimanches. Tandis que son épouse Marie-Caroline bavarde avec Marie-Laure de Villepin et que leurs enfants, allongés sur les transats, font mine de réviser leurs examens, Villepin enchaîne les montées au filet, Ferry parle, rit. Le soleil se couche tard et sur l'herbe crépitent les chandeliers d'argile remplis de cire blanche. Dans la piscine, Emmanuel Ungaro, le couturier italien, fait sa gymnastique en chantant.

Chapitre 16

QUAND ILS ARRIVENT

Les lampes de chaque pièce de la maison sont allumées, afin de vérifier qu'aucune ampoule n'a rendu l'âme. La gardienne époussette au plumeau les meubles vernis, rectifiant l'alignement des tableaux, tapotant les coussins, ouvrant grand les fenêtres et vérifiant la robinetterie ankylosée. Son époux s'assure que ni feuille morte ni branchage ne traîne au sol. Muni d'un balai en branches de bouleau, il ratisse les allées et inspecte les dizaines de milliers de mètres carrés du parc. Quelques heures de ménage plus tard débarque en file indienne l'armada des serviteurs : deux à trois maîtres d'hôtel aux nœuds papillons noirs, le cuisinier, son adjoint, la lingère. Les suit la camionnette livrant les provisions de bouche. Des placards on sort la porcelaine de Sèvres, les nappes blanches. L'argenterie est briquée, afin d'en effacer le halo sombre. Le fleuriste livre des bouquets, la lingère prépare les lits. Les carreaux des fenêtres ont beau avoir été lustrés par une entreprise privée, on s'assure qu'aucun oiseau n'a dans l'intervalle laissé trace de son passage. Tout brille, luit, s'agite, s'affaire. Le palais s'éveille.

Par téléphone, il est annoncé que l'occupant officiel des lieux s'apprête à venir, un « appel en silence », selon le jargon républicain, ce qui signifie que la visite du chef de l'État ou, hier, celle du chef du gouvernement, ne doit pas être ébruitée. Autour de la maison redoublent les patrouilles des cars de CRS. Les voitures officielles arrivent à la queue leu leu, faisant crisser le gravier de la cour et claquer leurs lourdes portières. Le président de la République, autrefois le Premier ministre, leurs épouses, leurs invités s'il y en a, les officiers de sécurité, le médecin, l'officier transmetteur, tous s'installent pour quelques heures, quelques jours. La Lanterne pétille et bruisse.

À travers ses portes-fenêtres se dessinent à contre-jour, comme dans un décor de théâtre d'ombres chinoises, les silhouettes des hôtes, que l'atmosphère de la maison détend. Elles glissent du salon à la salle à manger, suivies par le ballet des maîtres d'hôtel proposant, le torse raide, les meilleures bouteilles de la cave ou un assortiment de jus de fruits sur des plateaux d'argent. Disposés sur la table en acajou, des mets délicieux. Aux beaux jours, on apporte des rafraîchissements sur la terrasse. Près du tennis ou de la piscine, on dresse des buffets entre les transats.

Lorsque le Président et ses hôtes repartent, le personnel reste jusqu'au lendemain pour remettre de l'ordre. Les gardiens, qui attendaient dans leur loge la fin de la visite, s'approchent alors de l'aile des domestiques. L'ambiance s'allège, on ose parler à voix haute ou s'asseoir un instant dans le canapé à fleurs ; il arrive qu'on finisse quelques grands crus en grignotant les restes. Si la météo l'autorise, on s'aventure à sauter dans la piscine. Puis l'électricité est coupée, la cave verrouillée,

l'intendance se replie, les voitures s'éloignent et la grille se ferme. Derechef, le silence engourdit les lieux. Les gardiens solitaires ratissent, balaient, puis portent les poubelles jusqu'à la benne. La Lanterne s'éteint.

Marronniers, platanes, érables, acacias, pins de Corse et peupliers absorbent le bruit de la route. Le jardin monotone n'abrite, hormis quelques rosiers, aucune fleur. Dans son silence épais, la maison tricentenaire craque, sa charpente grince. Les combles, dans lesquelles sont cachées les antennes de télévision, isolées par des granules, laissent passer, les nuits de grand vent, la plainte des solives. Interminablement s'égrènent les journées dévolues à garder une demeure vide. Le numéro de téléphone du couple de gardiens ne figure pas dans l'annuaire. Son patronyme est gardé secret au motif que ses enfants, scolarisés dans Versailles, pourraient être soumis au chantage. Cette famille ne reçoit jamais d'amis, redoutant que leurs bavardages ne déflorent les secrets de leurs maîtres. Enfermés derrière le mur d'enceinte, coupés de leurs voisins, les jardiniers du domaine de Versailles installés à La Poulinière et à La Ménagerie, certains gardiens, dans le passé, ont cru devenir fous et il est arrivé qu'au petit matin l'un d'entre eux, fatigué d'être condamné à la réclusion, salue de vive voix la statue d'Hercule dressée au milieu de l'allée centrale puis bavarde avec la Flore de marbre blanc, avant de s'en aller caresser la Diane chasseresse posée au milieu du carré des plantes vivaces. Tout au fond du parc, près de la poterne, l'empereur romain s'ennuie ferme, il a perdu son nom, son socle vacille. Autour de lui, les arbres sifflent sur l'ancien marécage asséché sous Louis XIII.

À l'heure des adieux, les maîtres de La Lanterne enfilent leur costume public et son attirail de poignées de main mécaniques et de cadeaux impersonnels. Dans le pavillon des gardiens, ils déposent une photo dédiée aux « chers amis », comme s'ils ne se souvenaient déjà plus du nom de ceux qui jour et nuit les veillèrent. Ils leur offrent des porte-clés et des médailles aux couleurs de Matignon, des coupe-papier aux armes de la République. En plus d'un demi-siècle, le seul qui pensa à remercier les gardiens d'un cadeau personnel fut André Malraux. Il leur apporta un poignard marocain, pris dans sa collection. Puis, regagnant le pavillon de La Lanterne, il lança un sinistre : « Démagogie, pas morte. »

Notes

- [1.](#) Le 7 septembre 2015, conférence de presse à l'Élysée.
- [2.](#) Claude-Prosper Jolyot de Crébillon, in *Théâtre*, libraire L. Teuré, 1830.
- [3.](#) Conversation avec l'auteur, 13 septembre 2016.
- [4.](#) Septembre 2015.
- [5.](#) 21 octobre 2015.
- [6.](#) 13 janvier 2016.
- [7.](#) 29 janvier 2016.
- [8.](#) *Le Vestiaire des politiques*, Gaëtane Morin et Elizabeth Pineau, Robert Laffont, 2016.
- [9.](#) *Un temps de président*, diffusé par France 3, 28 septembre 2015.
- [10.](#) 24 mai 2016.
- [11.](#) *Même les politiques ont un père*, Émilie Lanez, Stock, 2015.
- [12.](#) Je demande : « La nature, le montant et l'imputation des travaux d'investissement année par année, depuis 2007 ; la nature, le montant et l'imputation des frais d'entretien, année par année, depuis 2007 ; le nombre de personnes affectées en permanence à la résidence, statut et fonctions, la liste des objets d'art et meubles actuellement déposés par le Mobilier national, le Fonds national d'art contemporain, la Manufacture de Sèvres et les musées de France. »
- [13.](#) Conversation avec l'auteur, 4 mars 2016.
- [14.](#) La propriétaire de l'appartement, Emmanuelle Hauck, une actrice, fut en couple avec Michel Ferracci, ancien directeur des jeux du cercle Wagram, condamné à dix-huit mois de prison avec sursis pour abus de confiance dans une affaire de détournement de fonds au profit d'un gang corse.
- [15.](#) Conversation avec l'auteur, 29 janvier 2016.
- [16.](#) Conversation avec l'auteur, 17 novembre 2015.
- [17.](#) Conversation avec l'auteur, 5 novembre 2015.
- [18.](#) In « La Lanterne, David Bruce et la mort de la CED », Éric Roussel, *La Revue d'histoire de Versailles et des Yvelines*.
- [19.](#) *Ibid.*
- [20.](#) Conversation avec l'auteur, 5 avril 2016.
- [21.](#) Conversation avec l'auteur, 2 février 2015.
- [22.](#) *Ibid.*
- [23.](#) Conversation avec l'auteur, 18 mai 2016.
- [24.](#) Rapport de la Cour des comptes, 15 juillet 2016.
- [25.](#) Questions 74 501, 108 574, 22 785 et 4 015 à l'Assemblée nationale. Publication au *Journal officiel*, 23 mars 2010, 17 mai 2011, 13 mai 2008 et 11 septembre 2012.
- [26.](#) Les comptes et la gestion des services de la présidence de la République, Cour des comptes, 15 juillet 2014.
- [27.](#) Question n° 108574 à l'Assemblée nationale. Réponse du Premier ministre. Publication au *Journal officiel*, 7 juin 2011.
- [28.](#) Annexe 36, rapport de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire sur le projet de loi de Finances pour 2015.
- [29.](#) Conversation avec l'auteur, 28 septembre 2015.
- [30.](#) In *Le Versailles des présidents*, Fabien Oppermann, Fayard, 2015.
- [31.](#) In *Le Miroir des limbes*, André Malraux, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1996.
- [32.](#) In *Le Versailles des présidents*, *op.cit.*
- [33.](#) D'après une note non signée d'un conservateur du Mobilier national, remise à l'auteur le 10 mai 2016.
- [34.](#) In *Versailles, le roi et son domaine*, Vincent Maroteaux, éditions A. et J. Picard, 2000.

- [35.](#) « La Lanterne, David Bruce et la mort de la CED », *op. cit.*
- [36.](#) *Le Versailles des présidents, op. cit.*
- [37.](#) In *Le Monde*, 15 janvier 1946.
- [38.](#) Conversation de l'auteur avec Bernard Debré, 1^{er} octobre 2015.
- [39.](#) In « Malraux décorateur, un salon de musique pour La Lanterne », étude de Françoise Theillou. Malraux.org, Présence d'André Malraux sur la Toile, article n° 122, janvier 2012.
- [40.](#) In *Avec une légère intimité*, Madeleine Malraux, Baker Street et Larousse, 2012.
- [41.](#) *Ibid.*
- [42.](#) Conversation de l'auteur avec Alain Malraux, 15 septembre 2015.
- [43.](#) *Avec une légère intimité, op. cit.*
- [44.](#) Conversation de l'auteur avec Alain Malraux.
- [45.](#) Conversation avec l'auteur, 19 février 2016.
- [46.](#) In *Journal interrompu*, Sylviane Agacinski, Seuil, 2002.
- [47.](#) In *Le Tapis rouge*, Alain Decaux, Perrin, 1992.
- [48.](#) Conversation avec l'auteur, 5 novembre 2015.
- [49.](#) *Ibid.*
- [50.](#) *Ibid.*
- [51.](#) . « La Lanterne, David Bruce et la mort de la CED », *op. cit.*
- [52.](#) *Avec une légère intimité, op. cit.*
- [53.](#) In *Malraux décorateur : un salon de musique pour La Lanterne*, Françoise Theillou.
- [54.](#) *Ibid.*
- [55.](#) *Avec une légère intimité, op. cit.*
- [56.](#) In *Aimer encore*, Sophie de Vilmorin, Gallimard, 1999.
- [57.](#) Conversation avec l'auteur, 6 novembre 2015.
- [58.](#) Conversation avec l'auteur, 24 novembre 2015.
- [59.](#) Conversation avec l'auteur, 9 octobre 2015.
- [60.](#) *Ibid.*
- [61.](#) Conversation avec l'auteur, 11 janvier 2016.
- [62.](#) Conversation avec l'auteur, 19 février 2016.
- [63.](#) Conversation avec l'auteur, 8 octobre 2015.

DU MÊME AUTEUR

MÊME LES POLITIQUES ONT UN PÈRE, Stock, 2015.

Avec Marie de Noailles, ADDICT, Grasset, 2016.

Photo de bande : © Thierry Orban/Abaca

© *Éditions Grasset & Fasquelle, 2017.*

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

ISBN : 978-2-246-86121-8